

REPORTERS SANS FRONTIÈRES

**DEUX
MEURTRES
POUR
UN
MENSONGE**

ENQUÊTE DE JEAN-PAUL MARI
JANVIER 2004



www.rsf.org

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
1 - LE CONTEXTE : CHRONOLOGIE D'UNE GUERRE	6
2 - LES FAITS	8
3 - RÉACTIONS ET ANALYSE	12
- 8 avril 2003 : La vérité de l'instant	
- 9 avril 2003 : Vérité de l'instant, vérité officielle	
4 - TÉMOIGNAGES ET ANALYSES	15
- Témoignage du capitaine Philip Wolford	
- Réactions officielles après le 10 avril 2003	
- Témoignage du sergent Shawn Gibson	
- Témoignage de Chris Anderson	
- Témoignage de Chris Tomlinson	
5 - ANALYSE DE L'ENQUÊTE DE L'ARMÉE AMÉRICAINE	20
6 - CONCLUSION	21
7 - RECOMMANDATION	22
8 - ANNEXES	23
- Chaîne de commandement et de communication, de Washington jusqu'à l'unité d'Abrams à Bagdad	
- Biographies des militaires	
1/ Général Buford Blount III	
2/ Colonel David Perkins	
3/ Lieutenant-colonel Philip DeCamp	
4/ Capitaine Philip Wolford	
5/ Sergent Shawn Gibson	
- Biographies des journalistes tués	
1/ Taras Protsyuk	
2/ José Couso	
- Visite au Centre d'instruction du camp de Mourmelon (France)	
- Demandes d'enquêtes	
- Conclusions de l'enquête de l'armée américaine sur l'hôtel Palestine	
- Texte de la Convention de Genève	
- Remerciements	
9 - AUTRES JOURNALISTES TUÉS	26
- Enquête sur la mort de Patrick Bourrat	
CARTES	31





introduction

Une explosion fait trembler tous les étages de l'hôtel. Il est 11h59. Mardi 8 avril 2003. Dehors, les chars américains attaquent. Ils sont sur le pont Al-Joumhouriya, au cœur de la ville. Vingt et unième jour de la guerre : Bagdad tombe. Dans les couloirs, la panique, les cris, la douleur. Chambre 1503, un cameraman gît, couché sur le ventre. La chambre est dévastée, la moquette imbibée de sang. Un étage plus bas, sur le balcon, un autre journaliste. Sa caméra noircie, à côté de lui. On leur donne les premiers soins. Sans médecins, sans médicaments, sans instruments, sans brancards. Ils sont évacués dans des couvertures. Le premier, Taras Protsyuk, meurt pendant son transfert à l'hôpital ; le deuxième, José Couso, sur la table d'opération. Une journaliste, Samia Nakhoul, a reçu un éclat dans la tête ; Faleh Kheiber, photographe, est brûlé au visage et aux bras ; Paul Pasquale, technicien britannique, est touché lui aussi.

Qui a tiré ? Et pourquoi ?

La première réponse est presque immédiate. Tout a été filmé. On sait.

La deuxième question n'a jamais reçu de réponse précise.

Déclarations péremptoires, mensonges, contrevérités, arrogance et regrets, condoléances et demandes d'enquêtes, lutte pour imposer la vérité de l'instant, le temps de braquer les caméras vers d'autres drames. L'émotion est transitoire et l'actualité doit continuer.

Taras et José sont morts. Ils n'étaient pas des journalistes célèbres, ne travaillaient pas pour de grands journaux américains et personne ne voyait leur visage en prime time. Ils étaient reporters, inventeurs des images que nous regardons sans savoir qui les a prises. La mort d'abord, le silence ensuite et un rapport militaire qui se veut "final" ont essayé, à coups de réponses rapides, de les réexpédier dans l'anonymat.

Cette enquête leur est dédiée.

J.-P. M.

DEUX MEURTRES POUR UN MENSONGE

1 LE CONTEXTE CHRONOLOGIE D'UNE GUERRE

■ **Jeudi 20 mars 2003, 5h30** : Les Etats-Unis et le Royaume-Uni entrent en guerre contre l'Irak. Les premiers bombardements frappent Bagdad, visant des bâtiments susceptibles d'être occupés par des dirigeants irakiens. Les défenses anti-aériennes sont peu efficaces contre les Tomahawks américains et les avions furtifs F-117. **L'opération " Choc et Stupeur " vient de commencer.**

■ **Le lendemain, vendredi 21 mars, le déluge de feu continue.** Les forces terrestres alliées foncent dans le désert, vers Bassora. 320 missiles de croisière sont tirés sur Bagdad, ciblant les quartiers administratifs et l'enceinte du quartier présidentiel, sur les bords du Tigre.

■ **Samedi 22 mars** : Les forces terrestres contournent les

Le cameraman français Frédéric Nérac et l'interprète de nationalité libanaise Hussein Othman disparaissent.

■ **Mardi 25 mars, une forte tempête de sable balaie le pays.** Le ciel de Bagdad devient rouge au-dessus d'une ville fantôme. Dans le désert, les opérations des 180 000 hommes de la coalition sont quasi paralysées.

■ **Nuit du jeudi 27 mars, Bagdad et sa banlieue subissent au moins sept vagues de bombardements, les plus intenses depuis le début de la guerre.** Sont atteints notamment le ministère de l'Information et un centre de télécommunications. Les civils commencent à payer le prix des bombardements massifs.

■ **Samedi 29 mars** : Un kamikaze fait exploser sa voiture à un barrage routier près de Najaf, tuant quatre G.I. de la 3^e division d'infanterie. Après la participation aux combats d'hommes en civil, ce premier attentat-suicide rend les G.I. beaucoup plus agressifs envers tout Irakien considéré a priori comme "hostile".

■ **Lundi 31 mars**, des soldats américains ouvrent le feu sur une voiture qui "refusait de ralentir". A l'intérieur du véhicule, les soldats découvrent treize femmes et enfants, dont sept morts et quatre blessés. Cette nuit-là, Bagdad subit le plus violent bombardement nocturne depuis le début de la guerre.

■ **Mardi 1^{er} avril : Treizième jour de la guerre, première bataille d'envergure contre la garde républicaine.** 600 sorties aériennes américano-britanniques. A Al-Hillah, à 80 km au sud de la capitale, 33 civils, dont plusieurs enfants, sont tués, plus de 300 autres blessés, vraisemblablement par des bombes à fragmentation.

■ **Le mercredi 2 avril marque une double percée américaine.** La 3^e division

d'infanterie américaine (3 I.D.), qui sera au centre de "l'affaire de l'hôtel Palestine", franchit l'Euphrate pour arriver à portée de tir de la capitale. Au sud-est, la première division des marines ouvre une deuxième percée vers la capitale irakienne.

■ **Jeudi 3 avril : Peu avant minuit, plus d'un millier de G.I. prennent le contrôle partiel de l'aéroport international**



Le 8 avril, des combats se déroulent autour du pont Al-Joumhouriya (photo prise depuis l'hôtel Palestine).

villes et arrivent à 200 km au sud de Bagdad. 500 missiles de croisière, plusieurs centaines de bombes à guidage ; Bagdad connaît sa première coupure d'électricité.

■ **Dimanche 23 mars** : Les forces américano-britanniques poussent jusqu'à une centaine de kilomètres de Bagdad. Au sud, près de Bassora, le journaliste d'ITN, Terry Lloyd, touché par des tirs des troupes alliées, est tué.



Vue du pont Al-Joumhouriya

Reconstitution du tir du pont Al-Joumhouriya le 8 avril 2003 à 11h59

Saddam Hussein. La capitale, toujours sous les bombes, est désormais sans électricité.

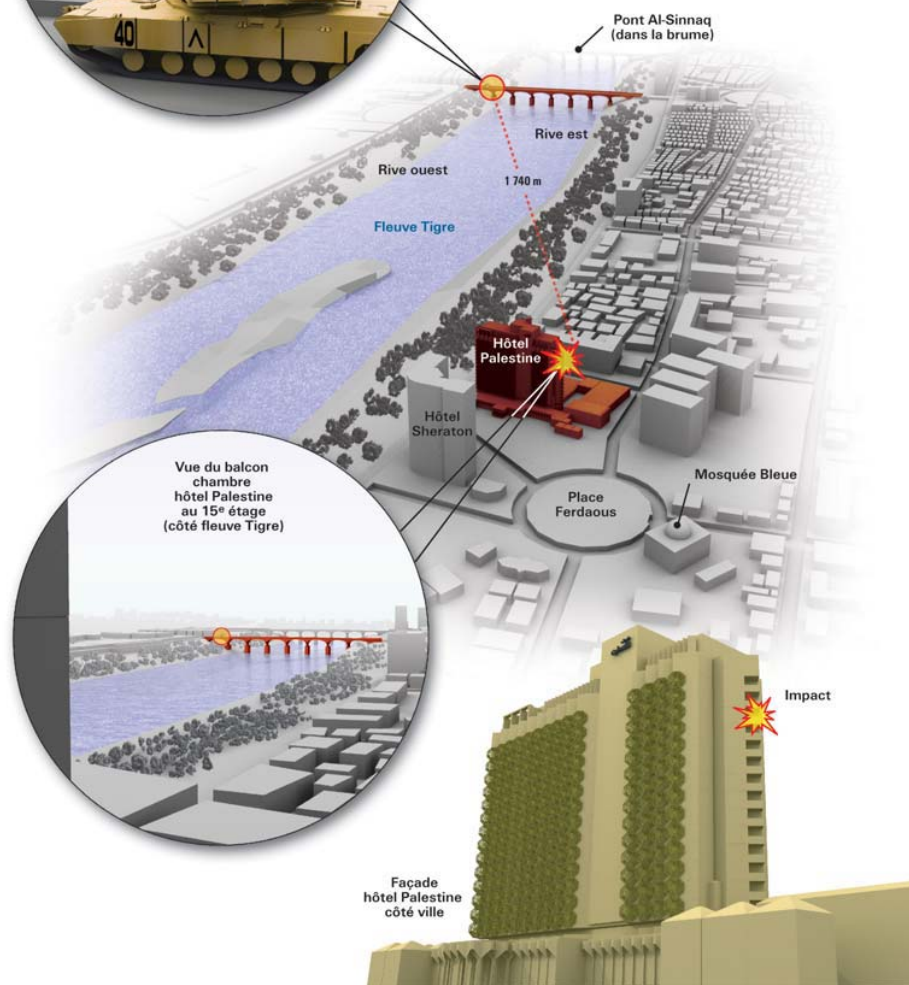
■ **Vendredi 4 avril : Bagdad en ligne de mire.** Après de violents affrontements à l'aube, la 3^e division d'infanterie de l'armée américaine (3 I.D.) prend le contrôle total de l'aéroport Saddam Hussein, rebaptisé "aéroport international de Bagdad", qui devient une base logistique avant l'assaut sur la capitale.

■ **Samedi 5 avril, dix-septième jour : La guerre entre dans sa phase finale.** A l'aube, plusieurs dizaines de chars et de véhicules blindés font une première incursion au cœur de Bagdad en empruntant une autoroute à six voies. La résistance est ferme et les combats contre la garde républicaine, très violents, font de nombreux morts. Bilan des pertes américaines depuis le début du conflit : 79 morts, 154 blessés.

■ **Le dimanche 6 avril, l'encerclement de Bagdad se dessine.** Chars et blindés ont traversé l'Euphrate à l'aube. Le soir, l'état-major américain affirme contrôler presque tous les grands axes menant à la capitale que l'aviation survole 24 heures sur 24.

■ **Matin du lundi 7 avril : Attaque de Bagdad.** Plusieurs bâtiments clés du régime irakien tombent, dont le palais de la République. Les hôpitaux de Bagdad font face à un afflux massif de blessés et les chirurgiens travaillent 24 heures sur 24. Les forces américaines déclarent avoir isolé la ville. Un bombardier B-1 a massivement bombardé un bunker présidentiel, dans le quartier résidentiel d'Al-Mansour, où étaient censés se réunir Saddam Hussein et ses deux fils. Le Pentagone affirme que le régime a perdu le contrôle de la situation et du pays.

■ **Mardi 8 avril : Bagdad est sous contrôle.** Violents combats au cœur du complexe présidentiel, avec l'intervention de l'aviation et des chars Abrams. Sur le pont Al-Joumhouriya, les troupes du 3^e régiment d'infanterie (3 I.D.) dirigent leurs opérations vers la rive opposée du fleuve tenue par les fedayins de Saddam Hussein, peu efficaces et désorganisés.



Un tir américain touche l'hôtel Palestine où sont logés les journalistes étrangers depuis trois semaines. Les hôpitaux irakiens sont débordés. Les populations manquent d'électricité et souffrent des coupures d'eau.

■ **Mercredi 9 avril : au vingt-deuxième jour de la guerre, la débâcle du régime irakien.** En pleine nuit, des centaines de Marines ont progressé, maison par maison, dans le quartier chiite de Saddam City, avant d'atteindre l'hôtel Palestine. Dans les rues, de rares habitants ont applaudi à l'arrivée des troupes dont l'objectif est de "détruire les dernières poches de résistance". L'image de la statue de Saddam Hussein renversée par la foule, avec l'aide d'un char américain, devient le symbole d'un régime en pleine débâcle.

2 LES FAITS

Mardi 8 avril 2003, vingt et unième jour de la guerre en Irak, il est 11h59, heure locale. Les forces américaines, en pleine offensive, sont au cœur de la capitale irakienne. La nuit précédente, comme chaque nuit depuis le début du conflit, l'aviation a bombardé Bagdad. A l'aube, les blindés américains sont apparus sur la rive ouest en longeant le Tigre. Les combats sont particulièrement intenses au nord du complexe présidentiel, au ministère du Plan et près du ministère de l'Information, vers l'hôtel Mansour.

Entre 8h30 et 9h00 du matin, deux puis trois chars américains Abrams, tête d'une colonne blindée, sortent du complexe présidentiel, s'avancent jusqu'au carrefour devant l'entrée du complexe et prennent position sur le pont Al-Joumhouriya, le plus au sud des trois ponts qui traversent le Tigre vers le centre-ville. Au bout du pont, sur la rive est, à gauche, une tour de télécommunications et droit devant, l'"immeuble de la Jeunesse", lieu d'une forte résistance. A droite, de la végétation et beaucoup d'immeubles bas. Beaucoup plus à droite, à près de 2 km, deux grands



immeubles : l'hôtel Palestine en premier plan et l'hôtel Sheraton légèrement derrière. Pendant près de trois heures, les Abrams tirent un nombre considérable d'obus sur cette rive est pour détruire les postes de tir, arrosent le long de la rive la rue Abu Nawas et la rue Rachid, et les fedayins, armés de lance-roquettes, qui essaient de contre-attaquer.

Ce matin-là, peu après 5h30, Samia Nakhoul (responsable du bureau de Reuters à Dubaï, envoyée spéciale à Bagdad) a appelé son desk pour dire que l'offensive avait

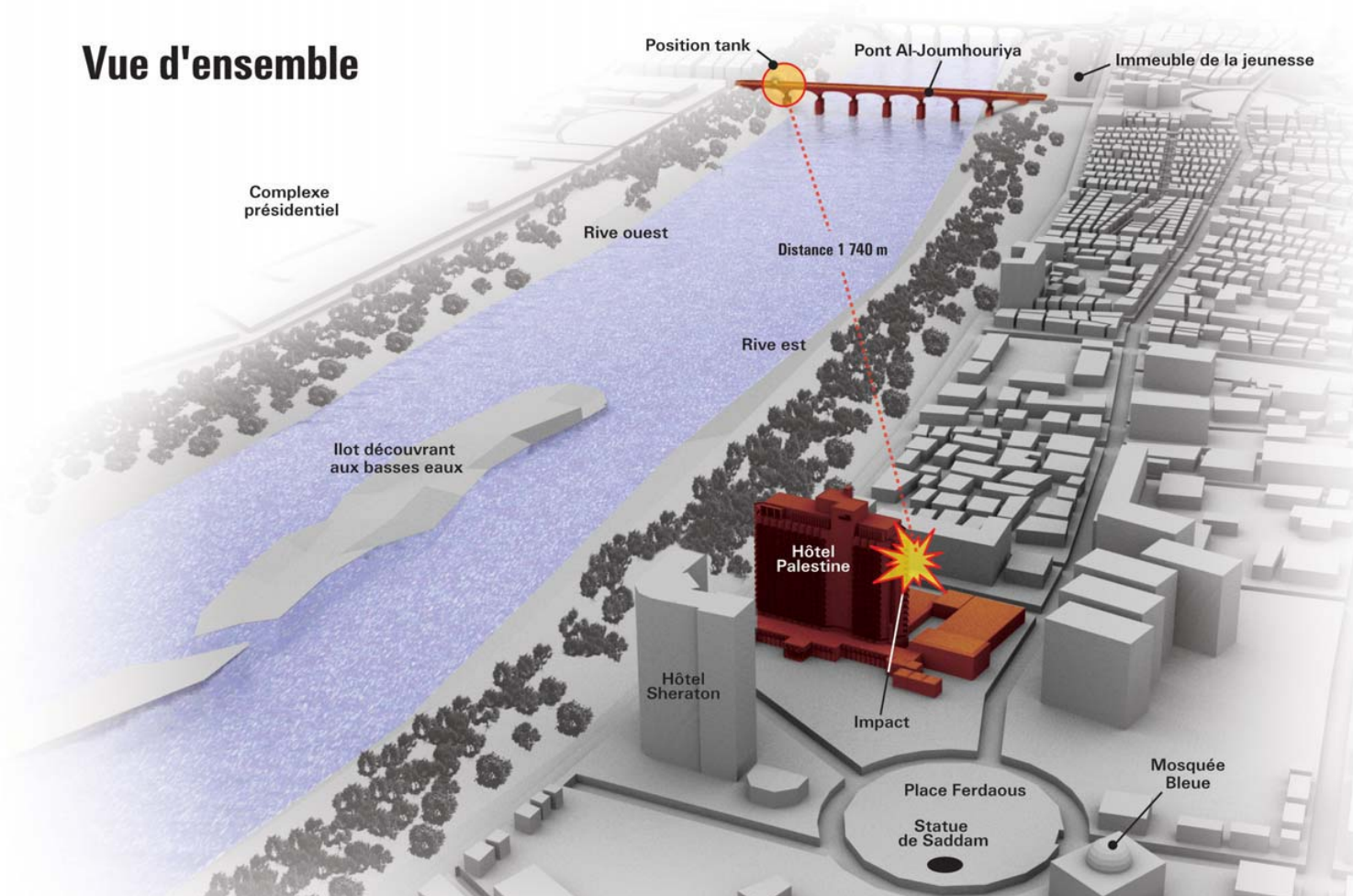
commencé. Vers 8h00 du matin, elle se rend au bureau Reuters installé au 15^e étage de l'hôtel Palestine, dans la chambre 1503, qui fait face au Tigre. **Ces étages supérieurs, cette orientation (chambres n^{os} impairs), disposent d'une vue privilégiée sur la rive ouest de Bagdad : ils sont bourrés de journalistes qui ont posé leurs caméras sur le balcon**, à l'abri souvent du "nid d'abeilles", imitation moucharabiehs, qui orne chaque balcon. Chaque jour, la journaliste de Reuters parle des conditions de sécurité avec son desk ; elle sait que des rédacteurs assistent régulièrement aux briefings du Pentagone. Samia redescend dans le hall et constate que les "guides" irakiens ont disparu. Radio et télévision irakiennes ont cessé d'émettre. Samia remonte au 15^e étage. Les avions bombardent la ville. Reuters a trois balcons sur lesquels sont installées des caméras. Samia se trouve sur le balcon central, elle peut voir le pont en face et regarde à travers le zoom pour avoir une meilleure vue. Les tanks se trouvent à environ 2 km ; ils bombardent le camp militaire irakien d'Al-Rachid. **Elle câble : "Bagdad est en train de tomber. Les tanks américains pénètrent dans le cœur de la ville. L'autorité à Bagdad est en passe de s'écrouler."** Il n'y a pratiquement plus aucune résistance. Elle raccroche en disant qu'elle appellera pour plus de détails et revient sur le balcon.

Son photographe lui montre le pont et les tanks Abrams. Elle regarde et voit, l'espace d'une seconde, un flash orange sortir d'un canon. Le tank fait feu.

Jérôme Delay, photographe de l'agence AP, est au 17^e étage. Il a emporté ses jumelles, un doubleur de focale, et passe d'un balcon à l'autre pour essayer de faire une photo des chars au moment où ils tirent. Jérôme, comme la plupart de ses collègues à Bagdad, est arrivé à l'hôtel Palestine trois semaines auparavant. Il a quitté l'hôtel Rachid, sur la rive ouest, après des informations répétées, venues de son bureau à New York, affirmant que le Rachid était une cible. D'autres journalistes ont reçu les mêmes informations et ont déménagé. Finalement, les autorités du ministère de l'Information ont fermé le Rachid depuis une quinzaine de jours et forcé tous les journalistes à se regrouper à l'hôtel Palestine. Ceux qui n'ont pu y trouver de place se sont logés au Sheraton, à 50 m du Palestine. Toute la presse est donc au même endroit.

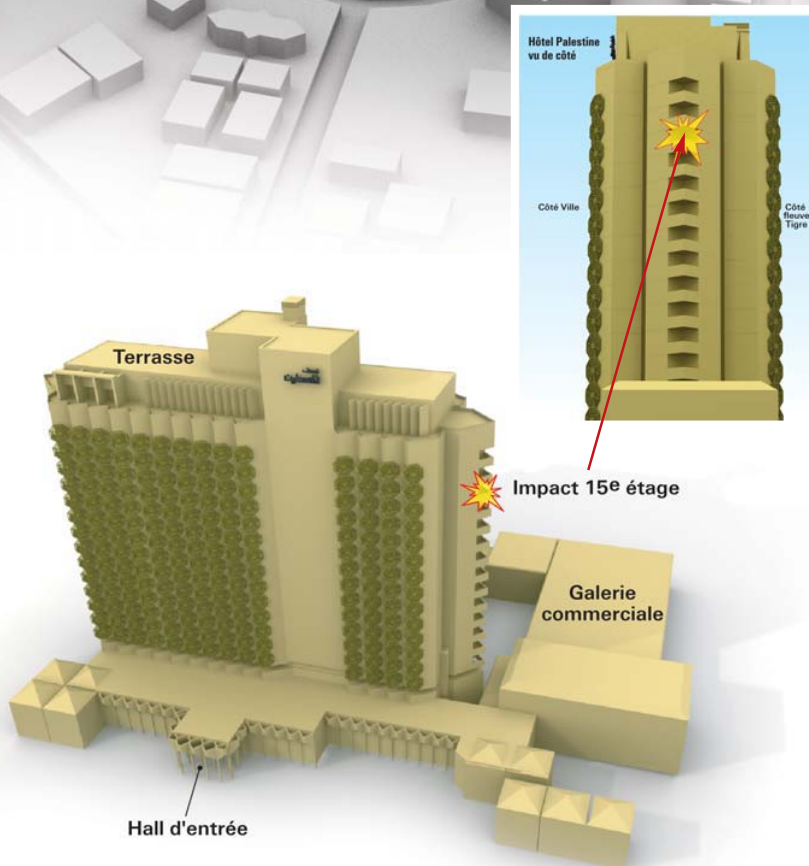
Jérôme, comme d'autres reporters, a enregistré les coordonnées GPS du Palestine et les a transmises à son bureau, lui-même en contact permanent avec le Pentagone. Cette démarche, ces contacts, sont fréquents, notamment parmi les nombreux représentants des chaînes américaines. Washington, le Pentagone, le Centcom à Doha (Qatar), Londres, la hiérarchie militaire et tous ceux qui suivent le conflit avec un peu d'attention ou par devoir professionnel savent que l'hôtel Palestine est devenu un haut lieu de l'information, à l'image du Commodore à Beyrouth ou de l'Holiday Inn à Sarajevo, c'est-à-dire un immeuble hérissé de paraboles et de relais satellites, abritant toutes les grandes chaînes de télévision du monde, la presse écrite, les agences de presse et de photographies.

Vue d'ensemble



Jérôme a d'ailleurs reçu une réponse venue du ministère américain de la Défense : "Ne vous inquiétez pas, nous savons où vous êtes." La veille pourtant, une fausse alerte, sous forme de courriel d'AP, a mis tout le monde en émoi : "Quittez Palestine immédiatement. Mettez-vous aux abris. Palestine va être bombardé." Vérification auprès de New York, puis de Doha et la correction arrive : "vous pouvez rester. Pas de bombardement prévu." Le lendemain, matin du 8, le photographe passe trois heures au 17^e étage du Palestine. Il voit le canon d'un tank sur le pont pointer l'hôtel. Et tirer. Il sent un choc dans les étages inférieurs et se rue dans l'escalier.

Depuis l'aube, Seamus Conlan, photographe irlandais de *World Picture News*, est posté sur le toit du Palestine. A 7h30 du matin, de petites rafales "shorts bursts", de ce qu'il croit être un M-16, sont tirées dans sa direction d'une position américaine de l'autre côté du fleuve. Au moins deux de ces balles passent tout près de lui en sifflant. Il se jette vers la sortie. Pendant qu'il court, quatre autres tirs cherchent à l'atteindre. Sur le toit depuis l'aube, il n'a vu aucun signe d'équipement militaire ou de présence irakienne. Hormis lui, la terrasse est complètement vide.



2 > LES FAITS



A gauche, deux tanks Abrams sur le pont Al-Joumhouriya. Ci-contre, images tournées par la chaîne *France 3* du tir d'obus contre l'hôtel Palestine.

Dans la chambre 1632, depuis 4h00 du matin, un journaliste français de l'hebdomadaire français *Le Nouvel Observateur* écrit son article en vue d'un bouclage impératif à la mi-journée. Bloqué à sa table de travail, il va fréquemment au balcon pour essayer de suivre l'avancée des combats. Peu après 11h00, il note que les tirs ont cessé et que le calme est revenu.

Caroline Sinz, de la chaîne de télévision *France 3*, attend de faire un direct par téléphone dans sa chambre 1408. Les caméras de son équipe sont installées dans la chambre 1405, face au pont Al-Joumhouriya. Sur son carnet, elle a noté la chronologie de la matinée : début des combats vers 5h00 ce matin ; 9h00 : arrivée du premier char sur le pont ; 9h30 : les chars tirent sans cesse, combats acharnés ; 9h45 : tirs sur l'hôtel Mansour et les bureaux d'Al-Jazira ; la tourelle d'un char pointe une première fois le Palestine sans tirer, nombreux journalistes au balcon ; 10h00 : Caroline Sinz et Christian De Carné, son cameraman, montent sur le toit de l'hôtel et retrouvent une équipe de *TF1*, Denis Brunetti et son cameraman Thierry Froissart, qui dispose de jumelles. On observe à tour de rôle. 10h00 : combats au sud sud-est de la ville. Les chars pilonnent intensément. Plusieurs avions les survolent. Les caméras sur pied filment. Sur le toit, aucune trace d'Irakien armé, ni d'artillerie. Caroline rejoint sa chambre pour faire son direct à midi. Elle note qu'il y a un grand silence. La dernière explosion a eu lieu vers le sud, à l'opposé du pont. Depuis, c'est l'accalmie. 11h59 : Paris en ligne : "Dans une minute, à toi l'antenne." Soudain, une énorme explosion, tout tremble. Caroline Sinz entend des cris : "Ils sont morts, ils sont morts !" Elle jette son téléphone, se dirige vers la chambre de José Couso, toute proche, au 14^e. découvre le balcon carbonisé, la porte-fenêtre éclatée et une caméra, fondue, noircie. José Couso, allongé sur un matelas, est évacué. La chambre 1403, toute proche, vient d'être touchée. Le

cameraman de *Telecinco* a été atteint alors qu'il filmait du balcon. Il a une grave blessure ouverte à la jambe et au visage. José Couso sera opéré et amputé à l'hôpital, où il meurt. Un autre journaliste espagnol, présent dans la chambre, a été sauvé en se rendant aux toilettes. Il est choqué.

Jérôme Delay arrive dans le couloir vers la chambre de José Couso, voit des journalistes qui transportent le blessé. On lui dit : "Il y en a un autre, au-dessus, à la 1503." Quand il arrive dans la chambre 1503, Taras Protsyuk, cameraman de *Reuters*, est allongé sur le dos sur le balcon, le corps un peu à l'intérieur de la chambre.

Dans sa chambre du 16^e étage, le journaliste du *Nouvel Observateur* a entendu l'énorme explosion. Il descend au 15^e, se rue vers la chambre qui abrite le bureau de *Reuters* et rejoint Jérôme Delay pour prodiguer les premiers soins. Taras Protsyuk, éventré, est très grièvement blessé. Evacué dans une couverture, il meurt pendant son transfert à l'hôpital.

Samia Nakhoul, de *Reuters*, était sur le balcon voisin de celui de Taras Protsyuk. Dans sa chambre, sept personnes de *Reuters* travaillent. Après avoir entrevu un flash orange, elle s'est retrouvée par terre, le visage en feu, atteint par un éclat. Elle ne voit plus rien et saigne beaucoup du visage et du crâne. Le photographe irakien Saleh Kheiber, qui était avec elle sur le même balcon, est brûlé aux yeux et au visage. Samia Nakhoul ne sait pas encore que Taras Protsyuk a été touché sur le balcon d'à côté. On la transfère d'un hôpital à l'autre sous les bombardements. Finalement, elle est opérée avec succès d'un éclat dans la tête.

Dans le hall et les couloirs de l'hôtel Palestine, après les évacuations, les journalistes cherchent à comprendre : qui a tiré et pourquoi ? Parmi les hypothèses les plus avancées,

Façade
hôtel Palestine
côté fleuve Tigre

Terrasse

Balcons
en nid d'abeille



L'impact du tir d'obus sur le 15^e étage.

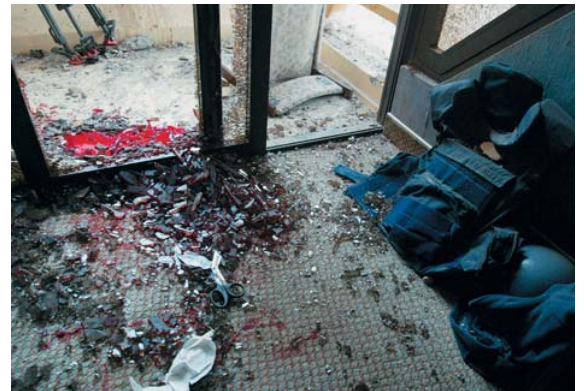
Impact
15^e étage



Chambres
sur
la "tranche"

on évoque un tir irakien de RPG (lance-roquettes) destiné à intimider les journalistes étrangers qui observent les combats directement depuis leurs fenêtres. En effet, les services du ministère de l'Information irakien - acharnés à montrer d'abord les victimes dans les hôpitaux, les dégâts des bombardements et à guider fermement les reporters vers les conférences de presse du ministre ou en visites organisées - n'ont jamais permis à la presse étrangère de se tenir sur la ligne de front.

Peu après, Hervé de Ploeg, journaliste reporter d'images à *France 3*, affirme qu'il a la preuve que **le tir est américain**. Le flash orange du canon de l'Abrams américain, la tourelle pointée exactement vers l'hôtel, le départ de l'obus et son arrivée sonore quasi immédiate sur la chambre : tout a été filmé.



Les deux cameramen blessés, Taras Protsuyk et José Couso, sont évacués de leurs chambres dévastées.

3 RÉACTIONS ET ANALYSES

Ces images font immédiatement le tour du monde. L'armée américaine doit reconnaître la bavure. Elle le fait. En justifiant dans le même temps le tir de l'Abrams contre l'hôtel Palestine sur le thème de la légitime défense. Voici quelques-unes de ces déclarations :

■ 8 AVRIL 2003 : LA VÉRITÉ DE L'INSTANT

13H05 HEURE LOCALE - 09H05 GMT

Une des toutes premières réactions d'un responsable du Pentagone, sous couvert d'anonymat, intervient à peine une heure après l'incident. Il affirme que des tireurs irakiens étaient soupçonnés d'opérer non loin de l'hôtel : **"Nous avons été informés de la présence de tireurs irakiens dans le voisinage de l'hôtel Palestine, tirant depuis l'hôtel, ce qui prouve bien que ce régime désespéré et agonisant ne reculera devant rien pour rester au pouvoir."** (N°1)

13H46 HEURE LOCALE

Sur le terrain, quarante minutes plus tard, c'est le général **Buford Blount, commandant la 3^e division d'infanterie (3 I.D.),** dont dépend l'unité blindée responsable du tir, qui déclare : **"Le char a été la cible de tirs en provenance de l'hôtel à la roquette RPG et par d'autres armes à feu. Il a répliqué une seule fois. Les tirs se sont tus."** Cette déclaration très nette soutient la thèse d'un char, pris sous le feu irakien, soumis à des tirs directs en provenance de l'hôtel et qui, en retournant le feu, a détruit la position de l'agresseur. (NB : Parmi les très nombreux journalistes du Palestine, aucun n'a vu ou entendu des actions de tir à partir de l'hôtel. Tous les témoignages sont, sur ce point, catégoriques.) (N°2)

15H37 HEURE LOCALE

Le colonel américain, **David Perkins,** commandant la 2^e brigade de la 3 I.D., déclare : **"Nous avons donné l'ordre aux soldats de ne pas ouvrir le feu sur l'hôtel même si on leur tirait dessus depuis cet endroit."** Cette déclaration, faite après que le colonel a eu connaissance du tir sur le Palestine, concerne des instructions données sur la conduite à tenir après le drame. (N°3)

17H09 HEURE LOCALE - 13H09 GMT

Un porte-parole du Pentagone, **Bryan Whitman,** déclare que le Département de la Défense des Etats-Unis regrette profondément la mort d'un journaliste de *Reuters* : **"Nous regrettons profondément la perte de la vie de tout civil innocent."** Il ajoute : **"Nous ne visons pas les civils et nous avons toujours dit que Bagdad est un endroit dangereux pour les journalistes pour un grand nombre de**

raisons - l'une des principales étant la coutume du régime de **Saddam Hussein de mettre intentionnellement les civils en danger."** Il affirme ensuite que le Département de la Défense était conscient que des reporters étaient dans l'hôtel Palestine mais, selon lui, les forces américaines avaient reçu des tirs de roquettes venant de l'hôtel. Leur devoir était de répliquer. **Quatre heures après le tir, la thèse reste la "légitime défense".** Mais le Département de la Défense reconnaît qu'il savait que des reporters étaient à l'hôtel Palestine. (N°4)

Peu de temps avant la déclaration de Bryan Whitman, le principal porte-parole du Centcom (le commandement central américain), le général Vincent Brooks, affirme : **"Les forces de la coalition opérant près de l'hôtel ont essuyé des tirs en provenance du hall de l'hôtel et ont riposté."** Quand un journaliste lui fait remarquer que le hall de l'hôtel Palestine est situé à l'opposé et au rez-de-chaussée, le porte-parole se rétracte et indique qu'il s'est **"mal exprimé"**. **"Je me suis peut-être mal exprimé en parlant de la provenance exacte des tirs (...).** Nous estimons qu'on peut nous attaquer depuis ces sites. Les décisions doivent alors être prises à un niveau très bas de la hiérarchie. **Cette coalition ne vise pas les journalistes. Ce qui a pu arriver (...) devra toujours être considéré comme un accident."** Le général Vincent Brooks a tenu à répéter que **"Bagdad est un endroit dangereux"**. L'erreur, très remarquée, du porte-parole apparaît pourtant moins comme une contradiction que comme un manque de précision. Elle est sans réelle incidence sur le cours des choses. (N°5)

19H50 HEURE LOCALE - 15H50 GMT

"Des commandants sur le terrain ont fait état de tirs ennemis importants en provenance de l'hôtel Palestine et les forces de la coalition ont riposté", affirme l'un des porte-parole américains du Centcom, le major Rumi Nielson-Green. (N°6)

Le général **Vincent Brooks,** porte-parole du Centcom, accuse Saddam Hussein de se servir de lieux comme l'hôtel Palestine pour des activités militaires : **"Nous étions conscients de la façon dont pouvait être utilisé l'hôtel Palestine. Nous savions que diverses activités pouvaient s'y dérouler. (...) Toutes les personnes n'ayant rien à voir avec le régime doivent savoir que celui-ci utilise des endroits comme l'hôtel Palestine à des fins lui étant propres.** Nous avons essayé de réduire le risque au maximum et, dans certains cas, le risque n'a pas pu être totalement éliminé." (N°7)

En guise de conclusion, le général **Vincent Brooks** déclare :

"Nous ne connaissons pas tous les endroits où opèrent les journalistes pendant les combats. Nous connaissons seulement les positions des journalistes qui travaillent avec nous."

NB : Cette dernière déclaration est en contradiction sur le fond avec celle du ministère de la Défense (cf. déclaration N°4). La thèse de la légitime défense va être maintenue de façon dogmatique dans toutes les déclarations des responsables américains.

Le droit de riposter

M. McChrystal, général de division de l'armée et vice-directeur des opérations interarmées de l'état-major américain, affirme, le 8 avril, que les forces américaines "avaient un droit intrinsèque à l'autodéfense (...). Lorsqu'on leur tire dessus, non seulement ont-ils le droit de riposter, mais ils ont également l'obligation de riposter pour protéger les soldats qui se trouvent avec eux, et, plus généralement, accomplir leur mission". (N°8)

Plusieurs des déclarations américaines insistent sur le fait que les Etats-Unis sont de bonne foi et n'ont pas une

Pentagone ont reconnu en privé, à Washington, qu'il est possible que le tank ait tiré trop hâtivement et, ainsi, ait confondu les caméras des journalistes avec des armes.

Un haut représentant du ministère de la Défense américain a affirmé que les troupes engagées dans la capitale irakienne "n'avaient pas été aussi bien briefées que les pilotes sur les cibles à éviter ou à traiter avec une attention particulière. (...) Les règles d'engagement, de combats, sont différentes sur le terrain. Si les soldats se font tirer dessus, ils ont le droit de répondre, peu importe d'où viennent les tirs".

Des officiels du Pentagone réitèrent leurs mises en garde à l'attention des journalistes qui ne sont pas "embedded". Selon le Pentagone, les journalistes "indépendants" courent de sérieux risques en restant à Bagdad.

Un officiel du Pentagone précise : "Si nous retournons de ce côté-ci de la ville et que nous recevons des tirs ennemis provenant de cet immeuble, je ne voudrais pas être dans cet immeuble."

POUR MÉMOIRE

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PORTE-PAROLE DE LA MAISON BLANCHE, ARI FLEISHER, LE 28 FÉVRIER 2003, AVANT LE DÉBUT DU CONFLIT.

Question : Le Pentagone a lancé un avertissement ferme aux médias, expliquant que ceux-ci devraient rapatrier leurs journalistes présents à Bagdad, car la ville (...) serait dangereuse, si le conflit débutait. Certains médias (...) ont soupçonné que cette annonce avait pour objectif de retirer tous les témoins de Bagdad, au cas où une guerre aurait lieu. Ce soupçon est-il fondé ?

M. Fleisher : Non, Ken. Je pense que s'il y a une guerre, il y a une chose que je veux dire aux journalistes qui vont se trouver en danger, à faire leur devoir pour notre pays et notre peuple, c'est que je ne peux que vous exhorter tous, chacun d'entre vous, les personnes que je connais mais aussi vos collègues, à écouter les militaires. Ce sont des choses sérieuses. Si les militaires disent quelque chose, je recommande vivement - et j'insiste là-dessus - à tous les journalistes de s'y conformer. C'est dans votre propre intérêt, et dans celui de vos familles. Je pèse mes mots.



culture antipresse. Bryan G. Whitman, un porte-parole du Pentagone, déclare : "Non seulement nous n'essayons pas de faire taire (les) journalistes, mais nous sommes l'un des rares pays qui n'a pas expulsé (les) journalistes." (N°9)

A noter d'autres avis, moins officiels, qui illustrent une perception différente d'une partie des militaires envers les reporters sur le terrain. Le lieutenant-général Bernard E. Trainor, retraité des Marines (8 avril) : "Un hôtel rassemblant une poignée de journalistes n'a rien de sacro-saint." (N°10)

Dans la presse américaine, dès le 9 avril, différentes sources officielles donnent des "avis". Des officiels du

D'autres font remarquer que les Britanniques ont une culture de guerre qui tient davantage compte du risque de pertes civiles. Un général de l'armée américaine souligne, le 8 avril, que les forces britanniques opérant à Bassora, dans le sud de l'Irak, ont pris le parti d'être plus attentives aux victimes civiles que les troupes américaines et les Marines. "J'ai l'impression qu'ils sont plus sensibles au fait que les combats concernent la population dans les villes et non les forces ennemies dans la ville. Les Américains ont tendance à considérer la guerre comme un choc de titans, avec la population sur les côtés, alors que les Britanniques l'envisagent comme un combat entre deux côtés pour le soutien du peuple."

• Analyse au soir du 8 avril

Quelques heures après le tir contre le Palestine, la thèse de la légitime défense, affirmée et réaffirmée de façon officielle, occupe le champ de la communication. La bavure est qualifiée de réaction normale, légitime, inévitable, un droit et un devoir de tout militaire soumis à une agression armée. Il n'y a pas de discussion sur le fait qu'un obus, prévu pour annihiler l'ennemi, a touché exclusivement des journalistes. Ni sur l'affirmation que la riposte du char Abrams ait réussi, selon le Pentagone, à faire taire "les tirs irakiens". Une chose est sûre : la thèse de la légitime défense occupe le terrain médiatique et gêne toute forme de questionnement.

Elle est devenue " la vérité de l'instant " .

■ RÉACTIONS DU 9 AVRIL 2003 : VÉRITÉ DE L'INSTANT, VÉRITÉ OFFICIELLE

02H54 HEURE LOCALE - 22H54 GMT

Le porte-parole en chef du Département de la Défense, Victoria Clarke, déclare qu'elle regrette la mort de deux journalistes à Bagdad mais rappelle qu'elle avait prévenu les médias, à plusieurs reprises : "La guerre est une activité très dangereuse et vous n'êtes pas en sécurité lorsque vous vous trouvez dans une zone de guerre." Victoria Clarke tient à préciser : "Nous sommes en temps de guerre. Des combats se déroulent à Bagdad. Nos forces ont essuyé des tirs. Elles ont exercé leur droit à la légitime défense." Elle ajoute : "Nous nous écartons de notre chemin pour éviter les civils. Nous nous écartons de notre chemin pour aider et protéger les journalistes." (N°11)

Le vice-président américain, Dick Cheney, qualifie de "totalement faux" les soupçons induisant que les troupes américaines auraient délibérément visé les journalistes. "L'idée selon laquelle les Etats-Unis auraient délibérément attaqué les journalistes est évidemment totalement fautive. (...) Vous seriez idiots de croire cela." Il explique qu'il regrette les morts mais que les Etats-Unis ne pouvaient garantir la sécurité. Cette attaque était simplement "une réponse aux menaces que les troupes avaient perçues à leur rencontre". Dick Cheney conclut : "Nous faisons du mieux que nous pouvons mais c'est toujours une zone de guerre." (N°12)

Mais côté britannique, on dément la thèse avancée la veille par un porte-parole du ministère américain de la Défense, selon laquelle l'hôtel Palestine était, depuis 48 heures, un objectif militaire américain car il était le lieu de réunions de responsables irakiens.

19H21 HEURE LOCALE - 15H21 GMT

Jack Straw, le ministre britannique des Affaires étrangères, déclare, lors d'une conférence de presse à Madrid, le 9 avril 2003, "très improbable" que l'hôtel Palestine puisse avoir été désigné comme objectif militaire. "Je ne vois

absolument rien qui puisse suggérer que l'hôtel Palestine ait été désigné à l'avance comme un objectif de cette action. Je considère cela très improbable. Ce que je peux dire, ajoute-t-il, c'est que, pendant une action militaire, les choses peuvent mal tourner, mais je ne peux pas spéculer si, dans ce cas, c'est ce qui est arrivé. Il est important d'attendre l'issue de l'enquête en cours." Il promet : "En tant qu'autorité militaire en Irak, nous allons tout faire pour savoir la vérité sur ce qui s'est passé en ce qui concerne la mort de ces journalistes." (N°13)

Quant au lieutenant-colonel Philip DeCamp, commandant du 4^e bataillon du 64^e régiment blindé de la 3^e division d'infanterie, il affirme : "Nous n'avons aucune idée de l'endroit où se trouvaient ces hôtels." Et s'excuse : "Je suis désolé, mais c'est moi qui ai tué les journalistes. Je suis vraiment désolé, et je compatis beaucoup avec les familles, mais je n'ai pas eu le choix. La vie de mes soldats était en danger." (N°14)

Le major Kent Rideout, officier adjoint du bataillon, dit : "S'il y a des tirs directs, il n'y a aucune protection. Nous avons le droit de tirer. L'ennemi était en pleine activité de l'autre côté du Tigre, il n'y a aucun doute là-dessus." (N°15) [Officieusement : D'après certaines sources militaires, la compagnie a reçu des tirs de mortiers de plusieurs points inconnus près de l'hôtel et a reçu des renseignements précisant que des "spotters" irakiens utilisaient de grands bâtiments pour traquer les mouvements des militaires américains.]

• Analyse au soir du 9 avril

La "vérité de l'instant" est reprise, confortée mais nuancée, alors qu'apparaissent les premières contradictions. Le lendemain du drame, la thèse de la légitime défense est maintenue mais à un niveau supérieur de l'administration américaine. Thèse affinée par l'exclusion de tout acte de "nature délibérée", la notion de "dangerosité des lieux de guerre" (Victoria Clarke), dans Bagdad "zone de guerre" (Dick Cheney). Autre nuance : ce que les officiels américains ont qualifié de tir direct venu du Palestine est décrit par Dick Cheney comme des "menaces que les troupes avaient perçues à leur rencontre". De plus, un officier en charge des opérations au niveau du bataillon affirme qu'il ne savait pas où se trouvaient "ces hôtels", dont le Palestine. Enfin, de source officieuse seulement, on commence à évoquer des tirs de mortier venant des environs de l'hôtel et non plus à partir de l'hôtel. Apparaît aussi la notion d'une chasse aux "spotters irakiens", l'équivalent de nos observateurs d'artillerie, équipés de jumelles et de moyens radios, qui dirigent les tirs de mortier et d'artillerie.

4 TÉMOIGNAGES ET ANALYSE

■ TÉMOIGNAGE DU CAPITAINE WOLFORD

Le capitaine Philip Wolford commande la compagnie Alpha, 4-64 Armor, dite compagnie "Assassins".

Le 10 avril au matin, après que les derniers combats ont cessé entre le Palestine, l'avenue Saadoune et l'immeuble de la Jeunesse, un reporter du *Nouvel Observateur* se rend sur le pont Al-Joumhouriya d'où les tanks Abrams ont ouvert le feu contre le Palestine, 48 heures plus tôt. Les blindés de la 3 I.D. sont toujours là. Ainsi que le capitaine commandant l'unité. Description et entretien (extraits) :

"Deux jours après la fin des combats, le pont Al-Joumhouriya est encore couvert de carcasses de voitures calcinées et de milliers de douilles de mitrailleuses. Une roquette non explosée est plantée dans l'asphalte, la rambarde du pont est crevée et le sol marqué par du métal fondu à l'impact. L'endroit a reçu des centaines d'impacts ce mardi matin, en quatre heures de bataille : balles mitrailleuses, roquettes ou missiles russes Anti-tank 80, Kornet. "Chacun de mes Abrams a reçu au moins un coup direct", affirme le capitaine Philip Wolford, responsable des blindés de l'unité de la compagnie A, 4-64 Armor. Il est calme, franc, pondéré ; notre entretien va durer deux heures. On fait le tour de ses tanks, il montre une lunette de verre blindé brisée sur la tourelle d'un Abrams, une trace d'impact sur un autre ou le canon écorché par une roquette de RPG. **Il était immédiatement derrière le char qui a tiré sur le Palestine, c'est lui qui a autorisé le feu.** La nuit précédente, pendant huit heures, ses chars ont nettoyé l'immense complexe présidentiel sur la rive ouest du Tigre. Le matin, la colonne blindée avance avec mission d'occuper l'intersection qui mène vers le pont. Ses chars poussent un peu plus loin, montrent leur nez au début du pont, long de 300 m, et reçoivent immédiatement un déluge de feu venu de la rive est opposée. "Sur 180°, toute la berge crépitait de flashes rouges et blancs du départ des tirs. Face à nous, un immeuble particulièrement actif, roquettes et missiles. Là, à gauche, vers l'autre pont (Al-Sinnaq), deux autres lance-missiles. Là-bas, à droite, loin mais très efficace, un autre lance-missiles." Le capitaine ne néglige pas les tirs de RPG qui peuvent briser une chenille de char mais il redoute surtout les obus hautement explosifs de 106 mm et le Hornet-80 russe, tueur de chars. "Sur

la berge, j'ai compté vingt à trente équipes de quatre hommes armés de RPG. Certains essayaient de monter dans des barques pour arriver sous le pont, notre position. C'est la plus forte résistance rencontrée depuis notre entrée dans Bagdad. J'ai eu quatre de mes hommes blessés." Il décide de reculer et de faire appel à l'artillerie. Une pluie régulière d'acier crève tous les immeubles sur la rive. "En revenant, il y avait déjà vingt-trois bus bourrés de combattants qui nous attendaient sur le pont." Il voit des hommes en noir, l'unité des "fedayins de Saddam" et beaucoup de Volontaires arabes étrangers : ceux-là se battent. Un à un, les canons d'Abrams détruisent les positions du feu ennemi. Le pont est à une quinzaine de mètres au-dessus de la rive et il est difficile de voir d'où part le feu ennemi : "On ne voit pas l'obus arriver jusqu'à ce qu'il soit au niveau du pont. Berge, base d'immeuble, premiers étages ? On ne sait pas de quelle hauteur il est parti." **Le capitaine se doute bien qu'un observateur ennemi dirige les tirs. On lui signale un homme équipé de jumelles, sur le toit**

d'un immeuble, placé très à droite du pont, la zone d'où viennent les missiles les plus efficaces. C'est l'hôtel Palestine dont tous les balcons supérieurs sont occupés par des journalistes et de grosses caméras qui filment la bataille. Cela, l'observateur ne le voit pas : **"Voilà plusieurs heures qu'on était engagé dans la bagarre", précise le capitaine. "Le feu arrivait sans cesse, de cet endroit parmi d'autres. Moi, je retourne le feu. Sans hésiter, c'est la règle."** Le deuxième Abrams ouvre le feu, sur le quinzième étage du Palestine : "J'ai appris vingt minutes plus tard que nous avons touché... un hôtel de journalistes." Voilà des semaines que toutes les télévisions, les radios, les agences de presse et les journaux diffusent du Palestine, devenu aussi célèbre que le Commodore de Beyrouth ou l'Holiday Inn de Sarajevo, des semaines que nous - Européens, Américains ou Asiatiques ! - avons communiqué l'information, la position GPS, la description du bâtiment aux ambassades, au Pentagone et à Washington.



Le capitaine Philip Wolford. (D.R.)

Et le capitaine Wolford n'en aurait rien su ? "Non. Je n'avais reçu aucune information de ce genre." Qui a retenu le renseignement ? La Task Force du capitaine comprend les chars de la compagnie A, surnommés "Assassins", les blindés de la compagnie C, "Cyclone", une compagnie mécanisée "Attack", des officiers de la guerre psychologique dotés de haut-parleurs, un groupe d'artillerie de 155 mm et des mortiers. La devise est "Nous perçons", l'emblème, un éléphant avec des défenses, leur camp s'appelle "Hannibal". **Le capitaine est - toujours - en contact radio avec son chef de bataillon, le lieutenant-colonel Philip DeCamp, lui-même en relation avec le chef de la brigade, le colonel Daniel Perkins, lui-même sous les ordres du général de la 3^e division d'infanterie, le général Buford Blount, surnommé "Buff": "Je n'imagine pas un instant qu'une information envoyée par le Q.G. de division ne me parvienne pas", affirme le capitaine Philip Wolford. Conclusion : à Washington, au Q.G. de la division ou le long de la chaîne, quelqu'un n'a pas voulu ou cru bon de donner cette information. Celle de la mort des journalistes est parvenue, elle, jusque sur le pont Al-Joumhouriya. Heureusement ! Un bombardier projetait de larguer... une bombe guidée sur un immeuble de la rive est. L'"incident" de la mort des deux journalistes a conduit le Q.G. à retarder le raid aérien, de façon à être sûr cette fois de ne pas bombarder l'immeuble "suspect" du Palestine. Finalement, la bombe dévastatrice a été larguée, 300 m plus loin, sur un autre immeuble occupé par des combattants arabes. Sur l'hôtel Palestine, le coup au but aurait fait au moins plusieurs dizaines de journalistes morts et blessés. Quand j'ai demandé son sentiment, après cette affaire au capitaine Philip Wolford, l'officier brillant et ouvert venu de Columbus, Ohio, pour pulvériser les blindés de la garde républicaine irakienne, a baissé les yeux : **"Je me sens mal à l'aise, mes hommes se sentent mal."** Lors de notre deuxième rencontre, il m'avouera **que, en cas de doute, il retourne le feu. Et vérifie ensuite. C'est ainsi qu'il a été formé."****

• Analyse au soir du 10 avril

Cet entretien avec le capitaine, officier en charge de l'unité, présent sur place, qui a autorisé le tir et parle à la première personne, démontre que :

1/ Le tir du char Abrams ne visait pas à neutraliser ou à faire taire une quelconque position de tir irakienne. Le capitaine dit qu'"on lui signale un homme équipé de jumelles, sur le toit d'un immeuble... ". C'est bien cet homme, considéré comme un observateur, que le char va engager et essayer de traiter (chercher à détruire).

2/ La conformation du pont et sa hauteur, par rapport aux berges basses qu'il surplombe, rendent très difficile l'identification du point de départ exact d'un tir provenant de chaque côté du pont. D'autant plus difficile que le point de départ est situé latéralement, à une grande distance de la colonne blindée. (Ce qui est le cas de la zone de l'hôtel Palestine. Pour information : à partir des chars Abrams, nous pouvons placer, selon la méthode du cadran

horaire, le pont Al-Sinnaq à gauche, à 11h00 ; l'immeuble de la Jeunesse droit devant, à 12h00 et à 400 m alors que l'hôtel Palestine serait à 13h30 à près de 2 km.)

3/ L'officier en charge de la conduite du combat ne savait pas - parce qu'il n'avait pas eu l'information - que le grand immeuble, désigné comme l'hôtel Palestine, était habité par des journalistes. Et encore moins que cet hôtel était devenu le "Q.G." de la presse internationale. Il a donc "traité" cet immeuble comme tout bâtiment de la rive opposée dont on verra qu'elle était considérée, a priori, comme "hostile".

4/ Cette information ne lui pas été relayée par sa hiérarchie immédiate et supérieure (chef de bataillon, chef de brigade, Q.G. de la division).

5/ L'information révélée sur la présence de journalistes au Palestine et la mort de deux d'entre eux a modifié profondément la conduite militaire (éventualité d'une attaque par air) et les forces américaines ont pris des précautions pour être sûres de ne plus toucher l'hôtel.

Donc, la "vérité de l'instant" n'en est plus une. La thèse de la légitime défense contre des tirs directs (RPG, mortiers, armes à feu), défendue au plus haut niveau de l'administration américaine, est un mensonge. La déclaration du capitaine rend une partie des questions précédentes non valides mais elle en soulève d'autres, capitales. A ce stade, la question n'est plus : "Qui a tiré ?", dont nous connaissons la réponse. Ni même : "Tirait-on à partir du Palestine ?", ce que tous les journalistes ont démenti et qui n'entre pas dans la motivation du tir. Mais bien : "Pourquoi l'unité au combat ne connaissait-elle pas la présence de la presse internationale au Palestine ?"

Réactions officielles après le 10 avril 2003

Le 21 avril 2003 : Colin Powell, secrétaire d'Etat américain, déclare que "l'usage de la force était justifié", dans une lettre envoyée à la ministre espagnole des Affaires étrangères, Ana Palacio. **Les forces américaines "ont répondu au tir ennemi ("hostile fire") qui semblait provenir d'un emplacement identifié plus tard comme l'hôtel Palestine",** a-t-il écrit. "Notre examen de l'incident du 8 avril indique que l'usage de la force était justifié et que **cette force était proportionnelle à la menace émise à l'encontre des forces américaines."**

Lou Fintor, un porte-parole du Département d'Etat, précise que les déclarations de Colin Powell sont "basées sur nos renseignements, que nous ne commentons jamais".

Le 1^{er} mai 2003 : Le secrétaire d'Etat Colin Powell affirme que les soldats ont agi en situation de légitime défense lorsqu'ils ont tiré sur l'hôtel Palestine. Il déclare, lors d'une conférence de presse à Madrid : "Nous regrettons ce qui s'est passé (...) mais nous pensons vraiment qu'il s'agit d'un accident de guerre. (...) **De jeunes soldats américains qui tentaient de libérer cette zone de Bagdad ont été pris sous le feu ennemi. Leurs vies étaient en danger alors ils ont répondu.**" Il ajoute : "Nous allons voir si nous pouvons

rassembler plus d'éléments sur cette question pour voir si quoi que ce soit était inapproprié ou pas correct." Avant de conclure : "Aucune faute, je pense, n'a été commise par nos soldats."

• Analyse

Par deux fois, un mois puis deux mois après le drame, en paroles ou par écrit, en réponse au gouvernement espagnol, le secrétaire d'Etat américain maintient sa thèse. Qui devient un mensonge d'Etat.

■ TÉMOIGNAGE DU SERGENT GIBSON

La déclaration du capitaine Philip Wolford (cf. p. 15) doit être complétée par une autre, tout aussi importante. Le capitaine "sait", parce qu'il devait savoir pour décider de l'ordre de tir. Mais il n'a pas observé la cible et il n'a pas ajusté le tir.

C'était le rôle du **sergent Shawn Gibson**, assis au poste de tir du char Abrams, qui a repéré la cible, demandé la permission de tirer, l'a obtenue et a appuyé sur la détente. Son entretien a été réalisé et filmé par une journaliste de la *RTBF*, Pascale Bourgeois. Extraits :

"Quand j'ai vu **cet individu sur le balcon avec une paire de jumelles, il parlait, il montrait du doigt**. Je n'ai pas visé tout de suite. J'ai appelé mes supérieurs pour leur dire ce que je voyais. Il leur a fallu dix minutes pour me rappeler et puis ils m'ont autorisé à tirer et c'est ce que j'ai fait. **Nous ne savions pas qu'il y avait des reporters dans l'hôtel Palestine. Si nous avions su, nous n'aurions pas tiré.**"

(NB : Le capitaine parlait d'un homme avec des jumelles sur le toit. Shawn Gibson précise qu'il était bien "sur le balcon".) Il confirme que personne ne lui a jamais dit que l'hôtel Palestine était le centre de la presse internationale : **"Jamais. Jamais. Jamais je ne l'ai su. Nous n'avions accès ni à la télévision ni à la radio.** Comment aurais-je pu regarder la télévision alors que j'étais en plein combat ?"

(NB : La plupart des militaires interrogés et les journalistes "embedded" confirment que, pendant un mois de campagne dans le désert et particulièrement lors des dernières journées de combat, les plus durs à l'approche de Bagdad, les soldats, enfermés dans leurs chars, n'avaient pas le loisir d'accéder aux grands médias.)

"Si on avait su, on n'aurait pas tiré, ce ne se serait pas passé comme cela. Mais nous étions en temps de guerre ! Ils (mes supérieurs hiérarchiques) ne cacheraient pas une telle information à des soldats de l'armée américaine. Des militaires ne font pas ça. Notre gouvernement n'occulte jamais ce genre d'informations." Il est catégorique en affirmant qu'il n'a rien vu d'autre qu'un homme équipé de jumelles : **"Je n'ai pas vu de gens qui tiraient. Je n'ai pas vu de caméras non plus. Seulement des gens avec des jumelles."** Il explique qu'on leur avait communiqué une information sur la présence active d'un observateur d'ar-

tillerie et qu'ils étaient à sa recherche : "J'ai scanné (avec mon appareil de vision) l'immeuble étage par étage, de gauche à droite, en remontant. J'ai vu le type avec les jumelles aux étages supérieurs. J'ai hésité. J'ai appelé le capitaine Wolford, qui était juste dans le tank derrière le nôtre, pour demander l'autorisation d'engager. Cela a pris un moment avant qu'il me réponde. J'ai attendu quelques minutes. Après qu'on avait tiré, les gens ont sorti des drapeaux blancs." Il s'étonne que les journalistes n'aient pas pris plus de précautions : "Les drapeaux blancs, les draps blancs, ils auraient dû les mettre avant que l'on tire !"

(NB : Les journalistes étaient sous strict contrôle irakien à l'hôtel Palestine, même pendant les combats rapprochés. Immédiatement après le tir, certains ont déployé des draps blancs à leurs fenêtres. Ils ont été très rapidement arrachés par les hommes des services de sécurité du parti Baas, présents dans l'hôtel.)

Le sergent a expliqué, hors caméra, qu'il avait utilisé un obus High-explosive qui explose en arrivant sur l'objectif.

(NB : Ce qui expliquerait l'étendue des éclats relevés sur la façade de l'hôtel et les dégâts occasionnés sur plusieurs balcons à deux étages différents.)

Il précise que **la distance mentionnée dans son appareil de visée entre son canon et le balcon visé était de 1 740 m.**

Et que son système optique lui permet de voir clairement jusqu'à 4 000 mètres. Ce qui est cohérent (cf. Annexe "Visite au camp de Mourmelon").

• Analyse des entretiens comparés des deux responsables du tir (le capitaine Philip Wolford et le sergent Shawn Gibson)

La dissonance entre "l'homme sur le toit" du capitaine et "l'homme sur le balcon" du sergent paraît relever moins de la contradiction que de l'imprécision, entre un officier à qui un sergent a rapporté la scène et un sergent qui l'a observée. A l'examen, elle paraît sans incidence sur le cours des choses.

Beaucoup plus troublante est l'affirmation du sergent - et elle est catégorique - selon laquelle il n'a pas vu de caméras aux balcons du Palestine. Les témoignages des journalistes présents à l'hôtel Palestine sont unanimes à décrire des balcons encombrés de photographes et de cameramen, notamment ce matin-là, alors que les combats se déroulaient sur le pont et la rive opposée au Palestine, devenu de fait le meilleur point d'observation de la capitale.

Si on écarte l'hypothèse - peu crédible - de la mauvaise foi et d'un mensonge grossier, à la fois lourd de conséquences et constituant une faute grave pour un soldat (Comment n'aurait-il pas été surpris par cette présence journalistique ? Pourquoi l'aurait-il dissimulée à son capitaine ? Etait-il sûr que d'autres tankistes n'avaient pas observé la même scène ? Pourquoi aurait-il pris la responsabilité de ce qui apparaissait comme une grave bavure ?), on peut



Le sergent Shawn Gibson.

4 > TÉMOIGNAGES ET ANALYSE

avancer d'autres éléments pour expliquer la méprise :

1/ La quasi-totalité des balcons des chambres du Palestine sont protégés par un encorbellement (voir photos en annexes) en nid d'abeilles, structures dont les reporters sur place se sont souvent servis pour se dissimuler ou masquer efficacement leurs appareils à la vue de l'extérieur.

2/ Les balcons des chambres visées (1503 et 1403), situés à l'extrémité de l'hôtel, n'ont pas de structures en nid d'abeilles.

3/ Toute personne se tenant sur ce balcon, à l'extrémité de l'immeuble, se découpe d'une façon particulièrement visible avec le ciel en arrière-plan.

4/ Seuls ces balcons ont été ciblés.

5/ Facteur humain : l'action s'est déroulée après plusieurs heures de combats acharnés, engagés à partir de 8h30, alors que les combats



Le sergent Shawn Gibson étudiant les cartes à sa disposition.

la veille, dans le complexe présidentiel, ne s'étaient terminés que tard dans la nuit. Ceci après un mois de dure campagne dans le désert irakien.

Ces éléments d'explications ont leurs limites.

Reste que **ces déclarations comparées** du sergent Shawn Gibson, à son poste de tir, et du capitaine Philip Wolford, à son poste de commandement, sur place, dans un autre char, sont cohérentes. Et **qu'elles posent avec encore plus de force la question devenue centrale :**

"Pourquoi ceux qui ont ouvert le feu sur l'hôtel Palestine ne savaient-ils pas sur quoi ils tiraient ?"

Pour le comprendre, il faut s'intéresser aux informations dont disposaient les unités qui ont pénétré dans Bagdad et sont parvenues sur la rive ouest du Tigre au matin du 8 avril 2003. Et savoir quels sont les objectifs qui leur étaient désignés. Au sein de ces unités, des journalistes étaient "embedded" (intégrés).

■ TÉMOIGNAGE DE CHRIS ANDERSON photographe indépendant.

Il a couvert le conflit pour l'agence de photographes indépendants *Seven* ; il était au sein de la 3 I.D., deuxième brigade, compagnie Alpha 1-64 surnommée "Wildbunch" et commandée par le capitaine Andy Helms. (NB : Une compagnie blindée est composée de 12 chars Abrams et 2 blindés C-113, une cinquantaine d'hommes, dont deux médecins et une unité de communication. La compagnie la plus proche était la 4-64, surnommée "Cobra", celle où se trouvait le capitaine Philip Wolford. Chris Anderson était dans un C-113, l'équivalent d'un Bradley.)

"Le 6 avril au soir, nous étions au sud de Bagdad. Le 7,

ordre a été donné d'entrer à nouveau dans Bagdad où on devait prendre l'hôtel Rachid pendant que la 4-64 devait s'occuper du complexe présidentiel. L'objectif de l'hôtel Rachid avait été choisi parce que **les militaires pensaient que les journalistes, le centre de presse du ministère de l'Information irakien et les conférences de presse du ministre de l'Information, celui qu'on voyait sur toutes les télévisions, se trouvaient toujours à l'hôtel Rachid.**"

(NB : En réalité, voilà plus de trois semaines que les journalistes avaient déménagé au Palestine. Et le ministre de l'Information, après avoir utilisé le centre de presse situé dans les locaux du ministère, près de l'hôtel Mansour, parlait aux journalistes à quelques mètres des paraboles-satellites sur la terrasse de l'hôtel Palestine.)

"Le but du raid à l'hôtel Rachid était de mettre fin à ces conférences de presse et de démontrer que Bagdad était tombée. **Pour eux, l'hôtel Palestine ne signifiait rien.** Les soldats avaient des cartes satellites ultrarécemment et très détaillées. Sur ces cartes étaient marquées le Tigre, l'esplanade des Parades de Saddam Hussein (Parade Ground) et l'hôtel Rachid. Nous sommes partis vers quatre heures du matin, de 10 km au sud de Bagdad. La 1-64 a pris l'esplanade des Parades et la 4-64 s'est emparée du complexe présidentiel. De mon blindé, je pouvais reconnaître le Palestine que j'avais repéré en étudiant depuis un an les cartes et photos de Bagdad. La bataille était très intense, très confuse, les soldats n'étaient pas préparés pour un scénario de guérilla urbaine car ils ont toujours cru que ce serait le travail de la division 101 ou des Forces spéciales. Ils avaient peur. Mon blindé est resté un peu en arrière du pont, du côté du parc de loisirs. On a reçu quelques tirs de mortiers, inefficaces. J'écoutais les communications radio. Le capitaine Helms était très attentif à ne pas toucher des civils. Chaque fois qu'on lui demandait d'engager un objectif, il demandait : "Quel est le statut ? Y a-t-il des civils ? Sont-ils armés ? Est-ce qu'ils tirent ?" Puis il décidait : "Retournez le feu." Ou bien : "Ne tirez pas" ("Return fire", "Hold fire"). Il y a eu des tirs de mortiers tous les quarts d'heure environ. On ne savait pas d'où provenaient ces tirs. Il semble que cela provenait des environs du Palestine. A deux reprises, un groupe d'hommes en armes s'est formé devant le Palestine. **Attention, le capitaine Helms a parlé du "Palestine" pendant le combat parce qu'il l'a découvert sur la carte. Mais il ne savait pas qu'il y avait des journalistes. Moi-même, je ne le savais pas.** Tout à coup, une explosion au sommet de l'hôtel Palestine. Le capitaine Helms explose : "C'est quoi ce bordel ?!" Un lieutenant lui répond qu'il ne sait pas, un autre qu'il va essayer de se renseigner. Le capitaine Helms, énervé, demande de trouver "qui a fait ça !" Cela ne provient pas de son unité. On entend une seconde explosion. Il demande d'appeler la brigade. La réponse ne vient pas. Le fait est qu'ils venaient de prendre eux-mêmes un missile irakien. Ensuite, le capitaine Helms apprend que la 4-64 de Philip Wolford a fait jonction sur son flanc droit. La 4-64, interrogée, confirme qu'un de ses tanks est responsable du feu. Helms est furieux, il a engueulé un gars de la 4-64 pour ne pas l'avoir consulté avant de tirer."

Où était, ce matin du 8 avril, le général Buford Blount, commandant la 3^e division d'infanterie ? "Je pense qu'il était à l'extérieur de Bagdad. Deux jours avant, je l'avais vu à l'aéroport."

• Analyse du témoignage

1/ Trois semaines après le déménagement des journalistes vers l'hôtel Palestine, rive est du Tigre, les unités blindées qui entrent dans Bagdad les croient toujours... à l'hôtel Rachid, rive ouest.

2/ Leur ordre de mission est de s'emparer de l'hôtel Rachid. L'objectif est politico-militaire : mettre fin aux conférences de presse du ministre irakien de l'Information et démontrer au monde que Bagdad est tombée.

3/ Du coup, l'hôtel Palestine devient un immeuble comme les autres qui ne bénéficie d'aucune attention particulière.

■ TÉMOIGNAGE DE CHRIS TOMLINSON

Journaliste de l'agence AP, "embedded" dans la compagnie d'infanterie "Attack", appartenant à la 4-64.

Son témoignage, particulièrement précis et fiable, résulte du fait qu'il a passé sept ans dans l'armée américaine, dans les renseignements militaires, avant de devenir journaliste d'agence.

Chris Tomlinson précise qu'il y avait quatre compagnies dans la 4-64 : deux compagnies de chars - la compagnie A dite "Assassins", commandée par le capitaine Philip Wolford, et la compagnie C, dite "Cyclone" - ainsi que la compagnie d'infanterie "Attack", où il se trouvait intégré, et une compagnie d'engineering dite "Beast".

"Notre compagnie "Attack" a été engagée le dimanche 6 avril dans le sud où l'aéroport était tombé. Elle a cantonné dans un champ puis a été prise à partie par les fedayins de Saddam - quatre blessés - avant d'apprendre le soir, vers

22h00, qu'elle devait entrer à Bagdad le lendemain 7 avril vers 4h00 du matin. La 4-64 va capturer deux palais. Dans le même temps, la 1-64 prenait le Centre de convention et l'hôtel Rachid." Sur la berge du Tigre, à hauteur du Palais de la République, il y a un camp d'entraînement de la célèbre garde républicaine. Le capitaine Philip Wolford engage le combat. Le 8 avril, à 4h00 du matin, il entre dans le Palais de la République. "Le plan originel était que la 1-64 prenne les deux ponts et que Wolford s'arrête au complexe présidentiel, pour éviter les "tirs fratricides". Cela n'a pas été possible à cause d'une attaque des Irakiens par le Nord. Des combattants, armés de RPG, arrivent par le pont. La 1-64 ne peut pas se déplacer et Wolford, attaqué, ne pouvait pas rester inerte, immobile. En face, il y avait des RPG et du mortier de 82 mm. **Dans ma compagnie, quatre tirs directs de RPG percent quatre Bradley. Une chose terrifie les équipages d'Abrams, c'est l'artillerie. Face à ces deux menaces, les soldats sont très tendus.** Ils cherchent à détruire tous les postes de tir, même ceux des RPG. Le lieutenant-colonel Philip DeCamp, commandant le bataillon, décide d'envoyer la compagnie "Cyclone" sur un pont (pont d'Al-Sinnaq) et la compagnie "Assassins" sur l'autre (pont Al-Joumhouriya)."

Le 8 avril au matin, vers 8h00, Wolford contre-attaque sur le pont Al-Joumhouriya. Il demandera et obtiendra un appui mortier, puis le passage d'un avion A-10 et un raid aérien britannique pour nettoyer les environs.

"Un Irakien, fait prisonnier, avait une radio. Notre interprète se met à l'écoute et entend un "spotter" diriger les tirs du toit d'un grand building. Tout le monde s'est mis à chercher le "spotter irakien".

Dans son char, le sergent Shawn Gibson voit un homme avec des jumelles sur le balcon de l'hôtel Palestine. Il reçoit l'autorisation d'ouvrir le feu.

"Après le tir, le colonel Perkins, chef de la brigade, a reçu un appel du général Blount : "Un de nos tanks a tiré sur l'hôtel Palestine plein de journalistes!" Perkins : "L'hôtel Palestine ? Où est-il ? Qu'est-ce que c'est ? Je pensais que les journalistes étaient... à l'hôtel Rachid !"

Puis Perkins est venu me voir pour me demander de lui donner une description du Palestine mais il ne m'a pas dit qu'un tank avait tiré dessus. Il m'a simplement dit qu'il avait besoin d'un raid aérien et qu'il voulait être sûr de ne pas toucher le Palestine. J'ai appelé Doha et j'ai demandé une description de l'hôtel, ses coordonnées GPS, en disant que les journalistes devaient déployer des draps aux fenêtres. On m'a répondu qu'on ne parvenait plus à joindre le Palestine. Finalement, c'est un journaliste à Amman en Jordanie, qui connaissait le Palestine, qui a donné une description de l'immeuble. Ce que j'ai transmis au colonel Perkins. Puis j'ai entendu à la radio, le lieutenant-colonel Philip DeCamp, chef de bataillon, demander au capitaine Philip Wolford pourquoi il avait tiré sur le Palestine ? Là, j'ai compris que l'hôtel Palestine avait été touché. On parlait



Le lieutenant-colonel Philip DeCamp. (D.R.)

de blessés. Il était 14h00. Plus tard, j'ai appris qu'il y avait deux morts." Plus tard, **Chris Tomlinson se fera confirmer par le lieutenant-colonel DeCamp et le colonel Perkins qu'ils n'avaient jamais été informés de la présence de journalistes au Palestine**, avant que l'hôtel ne soit touché par l'obus de char.

"Mes supérieurs d'AP m'ont dit que le Pentagone avait demandé aux journalistes de déménager à l'hôtel Palestine et avait assuré à AP que la chaîne de commandement avait été notifiée du fait que le Palestine était plein de journalistes." (NB : Chaque unité a un "fire support officer" (officier d'artillerie) dont le travail est d'appeler l'artillerie et les raids aériens. Il possède une carte où sont notés les points importants : immeubles stratégiques, hôpitaux, mosquées et cibles à éviter. Les endroits à ne pas bombarder s'appellent des "Non Firing Area (NFA)".)

"Je suis allé voir ces cartes pour vérifier ce que disaient Perkins et DeCamp. C'était vrai ! Il y avait quelques mosquées et des hôpitaux qu'on devait épargner, sauf en cas strict de légitime défense. Pas le Palestine. Pour le reste, la seule NFA absolue était... le palais de la République !"

(NB : C'est dans ce palais que l'administration américaine

de Paul Bremer est aujourd'hui installée.)

"Quant à Perkins, DeCamp et Wolford, chacun avait une simple carte photo-satellite de deux ans d'âge."

• Analyse du témoignage

1/ Il confirme que le tir d'obus d'Abrams visait un "spotter irakien", pas un poste de tir.

2/ Il éclaire sur la "menace" d'un raid aérien évité sur le Palestine qui n'a été évoqué qu'après coup, pour justifier une demande de description de l'hôtel, postérieurement au drame.

3/ Personne, au niveau de la hiérarchie sur le terrain - ni le capitaine Philip Wolford, ni son supérieur le lieutenant-colonel DeCamp, chef du 4^e bataillon, ni son supérieur, le colonel David Perkins, chef de la 2^e brigade -, n'avait eu d'informations sur l'existence d'un hôtel, le Palestine, bourré de journalistes.

4/ Apparemment, le Q.G. de la 3^e division d'infanterie le savait. Son chef, le général Buford Blount, a appelé pour signaler l'erreur commise.

5/ L'hôtel Palestine n'était inscrit nulle part comme "NFA", à ne pas bombarder.

5 ANALYSE DU RAPPORT FINAL DE L'ARMÉE AMÉRICAINE

• [Le 14 octobre 2003, Reporters sans frontières a adressé une requête officielle au Pentagone, au nom de la "Loi sur la liberté de l'information" ("Freedom Of Information Act"), pour que lui soient communiqué les différents rapports d'enquête portant sur trois incidents dont les circonstances ne sont toujours pas élucidées : le bombardement des bureaux de la chaîne de télévision *Al-Jazira* à Bagdad le 8 avril 2003, l'attaque sur l'hôtel Palestine le même jour, la mort du cameraman de *Reuters*, Mazen Dana, le 17 août à Bagdad. Reporters sans frontières n'a toujours pas reçu de réponse.]

• Le 12 août dernier, l'armée américaine publiait son rapport final d'enquête dont voici des extraits (cf. texte complet en annexe) :

L'enquête sur l'incident intervenu à l'hôtel Palestine, à Bagdad, en Irak, le 8 avril 2003, est terminée. (...)

Le 8 avril, l'unité 4-64 Armor, compagnie A, s'est beaucoup battue. Sa première mission a été de prendre possession d'un carrefour et d'empêcher toute utilisation du pont Jamurohara par l'ennemi. (...) les transmissions ennemies

étaient sous écoute. Ces transmissions indiquaient que la compagnie A était observée par un indicateur ennemi posté le long du fleuve Tigre et dirigeant les forces ennemies et leurs tirs en direction de la compagnie. (...) Un soldat de la compagnie A a vu un groupe de personnes qu'il a pensé être des chasseurs-tueurs d'ennemis sur le balcon d'un étage élevé d'un vaste bâtiment de couleur ocre. (...) Un obus de char de 120 mm a été tiré sur ce qui était suspecté être une position d'observateur ennemi (...). Immédiatement après, (...) les tirs ennemis qui semblaient être des tirs en direction de la compagnie A ont cessé. (...)

En substance :

L'armée était sous le feu, dirigé par un "spotter" décrit comme une équipe de "chasseurs-tueurs". Le tank a fait feu. La réponse, considérée comme légitime et proportionnée, a fait cesser le feu adverse. Il n'y a pas eu faute. Bagdad était un endroit dangereux. Certains journalistes ont choisi d'y rester malgré des mises en garde répétées. L'enquête est terminée.

6 CONCLUSION

L'enquête de Reporters sans frontières établit qu'il y a eu un mensonge et trois niveaux de responsabilité.

La thèse de la "légitime défense en réponse à des tirs directs provenant de la Palestine", thèse immédiatement avancée, affirmée et maintenue jusqu'au plus haut niveau de l'Etat américain, a été largement utilisée pour occuper le terrain médiatique et politique. Cette "vérité de l'instant" devenue "vérité officielle" est un mensonge d'Etat.

Face à l'évidence des faits, il a fallu attendre quatre mois pour que le rapport "final" de l'armée américaine affine sa communication, en substituant aux "tirs directs" la notion d'une équipe de "chasseurs-tueurs", qui justifierait la légitime défense. Cette nouvelle thèse est également un mensonge. Par omission.

En focalisant la discussion sur le seul problème technico-militaire, l'administration américaine ignore l'élément essentiel responsable du drame. L'enquête de Reporters sans frontières établit que les militaires sur le terrain n'ont jamais été informés de la présence massive de journalistes dans l'hôtel Palestine. S'ils l'avaient su, ils n'auraient pas tiré. Quand ils l'ont su, ils ont donné ou reçu des consignes et pris des précautions pour être certains de ne plus ouvrir le feu sur la Palestine.

Le tir contre la Palestine n'est donc pas un tir délibéré contre des journalistes ou la presse à Bagdad.

L'enquête de Reporters sans frontières montre que les responsabilités de la mort des deux journalistes et des blessures de trois autres peuvent être définies comme suit :

- **Au niveau inférieur, le capitaine Philip Wolford, qui a autorisé le tir, et le sergent Shawn Gibson, qui l'a demandé et exécuté, ne sont pas responsables** de la mort des journalistes qu'ils ont tués. Quelles que soient les questions techniques, la tradition américaine de ce type d'unité blindée - "Shoot first, check after"-, le tempérament de l'officier et les consignes données, ils ont réagi en militaires agressifs sur un champ de bataille mais qui n'avaient pas les moyens de prendre conscience de la réalité de leur acte.

Au même niveau, la hiérarchie immédiate - le lieutenant-colonel Philip DeCamp, chef de bataillon, et le colonel David Perkins, chef de brigade - apparaît, elle aussi, comme ne pas devoir être tenue pour responsable.

Les déclarations, les réactions des deux officiers et les témoignages des journalistes "embedded" indiquent qu'ils n'avaient pas été, eux non plus, informés par leur propre hiérarchie.

- **A un deuxième niveau, le Q.G. du général Buford Blount, commandant la 3^e division d'infanterie (3 I.D.) porte une lourde responsabilité, celle du manque d'informations qui a abouti à la mort des deux journalistes.**

L'état-major de la division avait accès aux informations du Pentagone à Washington et du commandement central à Doha (Qatar), ainsi qu'à l'information publique (chaînes de télévision). Il n'est pas concevable que la présence massive de journalistes depuis trois semaines à l'hôtel Palestine, fait connu du simple téléspectateur jusqu'au sein du ministère américain de la Défense, lui ait échappé. Cette présence n'a jamais été mentionnée aux troupes sur le terrain, ni marquée sur les cartes des observateurs d'artillerie. La

question est de savoir si cette information a été retenue volontairement, par mépris ou par négligence criminelle.

- Au niveau supérieur, le pouvoir politique, c'est-à-dire le gouvernement américain, partage cette responsabilité.

Pas seulement parce qu'il incarne le pouvoir exécutif et l'autorité suprême de son armée engagée sur le terrain. Mais aussi et surtout parce que, au plus haut niveau, **ses dirigeants ont régulièrement fait des déclarations sur le statut des correspondants de guerre en Irak qui ont fait sauter tous les verrous de sécurité et constitué la chronique d'un drame annoncé.** Témoin, dès le 28 février dernier, la réponse d'Ari Fleischer, au briefing de presse de la Maison Blanche. Le Pentagone venait de conseiller vivement aux organes de presse de retirer leurs journalistes de Bagdad avant le début du conflit. A la question de savoir si cet étrange avertissement constituait une menace contre la presse "non embedded", le porte-parole officiel du président Georges W. Bush avait répondu : "Si les militaires disent quelque chose, je recommande vivement à tous les journalistes de s'y conformer. (...) Et je pèse mes mots." Ce discours sera repris par d'autres membres de l'administration et des militaires. Le rapport final de l'armée, rendu public le 12 août dernier, croit utile de spécifier : "Bagdad représentait alors une zone de combats intenses et certains journalistes avaient choisi d'y rester, malgré les avertissements répétés quant aux dangereux risques encourus." Après le drame, le général Vincent Brooks, porte-parole du Pentagone, affirme : "Nous ne connaissons pas tous

les endroits où opèrent les journalistes pendant les combats. Nous connaissons seulement les positions des journalistes qui travaillent avec nous."

Ceci revient à créer un double statut de journalistes :

1/ D'une part, des journalistes "embedded" intégrés aux forces américaines, qui peuvent se rendre accompagnés sur les lieux de combat et bénéficient de la considération et de la protection américaine.

2/ D'autre part, des journalistes à qui l'on conseille de quitter les lieux sous peine de voir leur présence ignorée. Avec les risques qui en découlent, l'armée américaine se déchargeant de toute responsabilité.

Ce double statut est contraire à la pratique et à la tradition journalistique d'un Etat démocratique ; il constitue une violation annoncée des règles d'une indispensable couverture pluraliste de toutes les parties du conflit.

Du coup, il est moins étonnant que la position de l'hôtel Palestine ne soit pas signalée comme "Non Firing Zone" sur les cartes des militaires. Pas étonnant non plus, mais criminel, que l'information sur la présence massive de journalistes dans l'hôtel n'ait pas été communiquée, par la hiérarchie, aux unités de blindés en guerre qui, ce matin du 8 avril 2003, sont parvenues jusque sur le pont Al-Joumhouriya et ont tiré des centaines de projectiles sur la rive est du fleuve Tigre.

C'est un de ces obus qui a blessé trois journalistes et en a tué deux autres : Taras Protsyuk et José Couso.

7 RECOMMANDATION

Considérant que l'enquête "finale" de l'armée américaine ne l'est pas, Reporters sans frontières demande la reprise des investigations pour répondre aux véritables questions que pose le double meurtre de l'"affaire de l'hôtel Palestine".

8 ANNEXES

CHAÎNE DE COMMANDEMENT ET DE COMMUNICATION, de Washington (Etats-Unis) jusqu'au tank Abrams responsable du tir sur le pont de Bagdad

De haut en bas :

**Pentagone à Washington
Ministère de la Défense**

Base de Tampa en Floride

**Doha au Qatar
US Central Command /
Général Tommy Franks**

<p>A BAHRÉÏN : Navy et Marine Général Gary Harrel</p>	<p>AU KOWEÏT : Coalition Forces Land Component Commander, CFLCC Général David Mc Kieran</p>	<p>EN ARABIE SAOUDITE : Prince Sultan Air Base, CFAC Lieutenant- général Michael Moseley</p>
--	--	---

**V^e corps
Général William S. Wallace**

**3 I.D., 3^e division d'infanterie
Général Buford Blount**

**2^e brigade de la 3^e division d'infanterie (3 I.D.)
Colonel Perkins**

**4^e bataillon, 64^e régiment armé (4-64) de
la 2^e brigade de la 3^e division d'infanterie (3 I.D.)
Lieutenant-colonel DeCamp**

Compagnie Alpha, dite 4-64 Armor
Commandée, sur le pont, par le capitaine Philip Wolford
qui a autorisé le tir et dont fait partie le char Abrams
M1A1 du sergent Shawn Gibson qui a ouvert le feu sur
l'hôtel Palestine.

BIOGRAPHIES MILITAIRES

GÉNÉRAL BUFORD BLOUNT III

Commandant de la 3^e division d'infanterie (3 I.D.)

Le général Buford Blount, dit "Buff", est âgé de cinquante-quatre ans. Il commande la 3^e division d'infanterie depuis octobre 2001. Le général Buford Blount est un "type solide, même si parfois certains estiment simplement qu'il est terre-à-terre", dit de lui un collègue de l'armée. "Il a une bonne carrière devant lui, parce que c'est un bon soldat et un bon meneur d'hommes." Un de ses collègues, un général, le décrit comme "digne, pas d'ego, direct, un véritable soldat". Il a été en poste à deux reprises en Arabie saoudite, la dernière fois en tant que directeur du programme de la modernisation des gardes nationaux saoudiens. "Il connaît tout du Moyen-Orient et de la culture arabe", témoigne une source militaire, prédisant que Blount sera bientôt promu lieutenant-général et qu'on lui attribuera un rôle prépondérant dans la reconstruction de l'Irak d'après-guerre.

Le général Buford Blount est natif du Texas, comme ses trois supérieurs, le général Tommy Franks, le général Richard Myers et George W. Bush. Il est le militaire le plus haut gradé de la région de Savannah, Géorgie. Il dirige notamment Fort Stewart et la base aérienne de Hunter Army Airfield.

Blount est diplômé en 1971 de l'université de Southern Mississippi, du Hattiesburg College qui n'a fait partie intégrante de l'université qu'en 1965, trois ans avant l'inscription de Blount et trois ans après que l'université du Mississippi a été forcée d'accueillir son premier étudiant noir. Le commandant de la 3^e division d'infanterie vient d'une famille engagée politiquement. Le père de Buford Blount III, Blount II, est un ancien colonel de l'armée de l'air jadis vice-commandant de la base aérienne de Keesler, et aujourd'hui maire de Bassfield, Mississippi. Avant d'être à la tête de la 3^e division d'infanterie, Blount était directeur du programme pour la garde nationale saoudienne, les "troupes de choc" de la famille royale saoudienne.



COLONEL DAVID PERKINS

Commandant de la 2^e brigade de la 3^e division d'infanterie



Selon sa mère, il a toujours rêvé d'être général. "Je suis fier de lui pour le simple fait qu'il a obtenu ce qu'il voulait. Et parce qu'il a travaillé pour devenir ce qu'il voulait être, qu'il a fait des sacrifices et qu'il est dévoué." David Perkins a un frère cadet, Richard Perkins, lieutenant-colonel dans les Marines. Les deux frères Perkins ont toujours été en compétition : David, âgé de 45 ans, est diplômé de West

Point ; Richard, 43 ans, est, lui, diplômé d'Annapolis. Leur père a servi dans l'armée pendant la Seconde Guerre mondiale mais affirme qu'il n'a jamais poussé ses fils à suivre sa voie.

David Perkins a été promu colonel en 2001. Il a dirigé 70 chars, 60 véhicules blindés de transport de troupes et des centaines de véhi-

cules techniques à travers le désert pour arriver jusqu'à Bagdad. Perkins a mené la première incursion dans la capitale irakienne, le samedi 5 avril 2003.

Concernant le tir sur l'hôtel Palestine, Louise Perkins, la mère de David, estime : "Il a le plus grand respect pour tous ses hommes, et si on leur tirait dessus, il donnerait l'ordre d'ouvrir le feu... c'est son devoir."

David Perkins est marié et père de deux enfants.



LIEUTENANT-COLONEL PHILIP DECAMP
Commandant du 4^e bataillon, 64^e régiment blindé de la 3^e division d'infanterie

Le lieutenant-colonel Philip DeCamp, âgé de 41 ans, est dans l'armée depuis vingt-trois ans. Son père était lui-même général. Avant lui, trois générations de militaires se sont succédé dans la famille DeCamp.

Le lieutenant-colonel DeCamp est né à Fort Benning, en Géorgie. Il a vécu à West Point, New Orleans, Washington et Vilsack en Allemagne. Tous les deux ans, il est affecté à une nouvelle base. Pendant la première guerre du Golfe, Philip DeCamp était déjà commandant d'un tank. C'est un soldat, dans le vrai sens du terme. Pour lui, les missions militaires sont sacrées et passent avant les hommes. Il est très heureux que son troisième enfant soit un garçon. Il l'a appelé Alexander-Philip, un mélange d'Alexandre-le-Grand et de Philip DeCamp.



CAPITAINE PHILIP WOLFORD
Commandant de la compagnie A 4-64 blindée, 4^e bataillon, 2^e brigade, 3^e division d'infanterie

Le capitaine Philip Wolford est basé à Fort Stewart, Géorgie. Officier de grade 3, il est assermenté depuis le 15 mai 1995. Il est originaire de Marysville, dans l'Ohio, où il a fréquenté la Skill Progressive School. Il a fait partie du Reserve Officer Training Corps.

En tant que commandant de la compagnie blindée qui se trouvait sur le pont Al-Joumhouriya, il a donné l'ordre de tir. Il a la réputation d'être un militaire agressif et audacieux ("He is a kind of a pushy"). Le capitaine Philip Wolford était, durant la guerre en Irak, dans un M1A1 Abrams.

Il vit à Richmond Hill avec sa femme, Kimberly, et ses trois enfants, Philip Jr., Justin et Taylor.



SERGEANT SHAWN GIBSON
Chef du char Abrams qui a tiré sur l'hôtel Palestine

Shawn Gibson est âgé de 38 ans et a passé presque la moitié de sa vie (dix-huit ans) dans l'armée américaine. Il a participé à la première guerre du Golfe. Ce père de cinq enfants est très pieux.

BIOGRAPHIES DES JOURNALISTES TUÉS

TARAS PROTSYUK

Le cameraman Taras Protsyuk, atteint par un éclat d'obus au ventre, est mort pendant son transfert dans un hôpital irakien.

Agé de 35 ans, il vivait en Pologne avec sa femme, Lidia, et son fils, Denis, âgé de 8 ans. Il est né dans la ville ukrainienne d'Ivano Frankovsk. Fils d'un ingénieur en hydrocarbures, il entre à l'université en espérant rejoindre le programme spatial soviétique et devient ingénieur aéronautique. Sa dernière année en faculté, en 1990, coïncide avec l'effondrement de l'URSS. Il décide de devenir cameraman free-lance. Il apprend vite et, en 1993, intègre l'agence *Reuters*. Il couvre les conflits en Bosnie, Macédoine, Tchétchénie, Afghanistan et Kosovo.



"Avant, Taras travaillait au bureau de *Reuters* à Varsovie. Il voulait être Polonais et attendait son passeport. Il était toujours souriant", raconte l'un de ses confrères polonais. "Il était un des plus expérimentés et prudents d'entre nous. Sa caméra restait toujours dans notre chambre. La nuit, il enregistrait d'ici les bombardements. Nous parlions beaucoup des journalistes polonais disparus près de Najaf. Taras a téléphoné à la femme d'un des disparus pour la reconforter."

Geert Linnebank, rédacteur en chef de l'Agence *Reuters*, a déclaré : "Nous sommes bouleversés par la mort de Taras, qui s'était distingué par sa couverture très professionnelle de certains des plus violents conflits de la décennie passée."

JOSÉ COUSO

Le cameraman espagnol, atteint par des éclats d'obus à une jambe droite et à la mâchoire, avait 37 ans. Il est mort à l'hôpital Saint-Raphaël, au cours d'une intervention chirurgicale nécessitée par la gravité de ses blessures.

José Couso Permy était originaire de Ferrol, en Galice, au nord-ouest de l'Espagne. Au début des années 90, il s'installe à Madrid et commence à travailler pour des diffuseurs espagnols et des agences de télévision. Puis il intègre la chaîne de télévision espagnole *Telecinco*, pour laquelle il couvre dès lors de nombreux événements (guerre des Balkans, Moyen-Orient, Irak 1999, conflit maroco-espagnol à Perejil, naufrage du *Prestige*). A l'hôtel Palestine à Bagdad, il se trouvait en compagnie du rédacteur de *Telecinco*, Jon Sistiaga.



Il avait une femme, Dolorès Jiménez, et deux enfants, Jaime, 6 ans, et Pepe, 3 ans.

L'Espagne est un des plus fermes alliés de Washington dans la guerre en Irak. Le ministre de la Défense, Federico Trillo, a donné des instructions au général espagnol en poste au Koweït, pour qu'il réclame des "explications" aux Etats-Unis.

VISITE AU CENTRE D'INSTRUCTION DES BLINDÉS DU CAMP DE MOURMELON (FRANCE)

Le camp de Mourmelon abrite des chars français Leclerc, très sophistiqués, véritables "frères jumeaux" des Abrams américains. Il nous a été donné d'occuper tous les postes (tir et commandement), d'observer des cibles et des immeubles sous différents éclairages sur une distance comparable à celle qui séparait le char Abrams sur le pont de l'hôtel Palestine. Cette observation s'est faite dans des conditions réelles, à l'arrêt et en mouvement.

Voici un rapide compte rendu des données recueillies :

Le char Abrams, plus lourd, pèse 70 tonnes et consomme 56 gallons (225 l) d'essence par heure. Le char Leclerc, 55 tonnes, est doté d'un moteur de 1500 CV, passe de 0 à 30 km/h en cinq secondes. Il faut différencier quatre générations d'Abrams (M1, M1-A1, M1-A2, M1-A2 SEP) dont le M1-A1 avec canon de 120 mm et système radio, modèle dont disposait la 3^e division d'infanterie présente sur le pont de Bagdad.

• VISION

Les systèmes d'identification et de visée des Abrams et des Leclerc sont très comparables. Deux systèmes sont disponibles pour le tireur : un système optique (de jour) et un système thermique (de nuit ou en cas de mauvaise vision). La vision peut être gênée par la lumière du soleil de face, par de la fumée ou un épais brouillard, ce qui peut être aisément surmonté par l'emploi du viseur thermique. Autres gênes possibles : un gros obstacle direct ou la rapidité de l'action à mener. Le chef de char a une vision à 360°. Le char est doté d'un épiscopes, au raz de la tourelle, qui lui permet d'avoir une vision des abords immédiats.

• TIR

Armement principal : un canon de 120 mm, dont la distance idéale de tir est de 2 500 m, et, au sommet de l'engin, une mitrailleuse lourde 12/7 (pour l'Abrams) et 7.62 (pour le Leclerc). Trois types d'obus : 1/ Obus flèche (antichar) qui vole à 1 700 mètres/seconde. 2/ Obus à charge creuse. 3/ "High-explosive", qui vole à 1 000/1 100 mètres/seconde. Il est destiné à détruire des véhicules transportant des troupes ou à être utilisé en milieu urbain. Ajouté à cela, une série de pots sur le côté, pouvant tirer autour du tank, des DREB (pots fumigènes projetés à 50/60 m) ou des DREC (charges en l'air ou au sol qui "traitent" l'équivalent d'un terrain de football autour du char).

• RALLIEMENT

Le viseur du chef de char (VCH) lui permet d'utiliser le canon seul ou de se "rallier" (le pointer) immédiatement sur un point d'observation différent défini par le tireur.

• VULNÉRABILITÉ

L'Abrams ou le Leclerc sont des machines de guerre quasi invulnérables sur un champ de bataille. Leurs points sensibles sont : les chenilles, le plan arrière ou le toit (artillerie). Leur ennemi mortel est l'avion ou l'hélicoptère tueur de chars, ce dont les Irakiens ne disposaient pas. Les tirs de mortiers, les missiles anti tanks restent cependant un problème. Le tir de RPG, lance-roquettes, doit se faire à courte distance (moins de 100 m) et toucher les chenilles pour avoir une efficacité.

• VOIR, IDENTIFIER, TUER

A 1 500 mètres, à 1 700 mètres et à 2 000 mètres, l'observation montre que la vision est bonne pour un néophyte - donc a fortiori pour un professionnel - et qu'il est possible d'identifier clairement un homme avec ses particularités sur la fenêtre ou le balcon d'un immeuble. On peut ainsi distinguer si l'individu porte une caméra ou des jumelles. La vision et la neutralisation d'un poste ou véhicule ennemi sont prévues jusqu'à 4 000 mètres. Même en roulant à des vitesses de 60-70 km/h, la stabilité étant assurée par une tourelle gyro-stabilisée qui permet de tirer en roulant sur une pente de moins 2° ou de plus 9°.

• SIMULATION

La pratique du tir au Centre de simulation du camp a permis de confirmer l'extrême précision et la facilité de visée de ces chars modernes de combat.

M1 Abrams : un monstre de 70 tonnes

Fabriqué par General Dynamics, la première version du Abrams, le M1, mis en service en 1980, fut remplacé par le M1A1 en 1985 puis par le M1A2. Il intègre plusieurs systèmes de guidage thermique et de communication d'une grande capacité. Pendant la guerre du Golfe en 1991, l'Abrams a pu démontrer qu'il était supérieur au T-72 irakien de fabrication soviétique.



CONCLUSION

La "cible" a été observée de jour, à 1 740 mètres de distance, pendant de longues minutes, à partir d'un poste de tir d'un char Abrams, immobile. Dans ces conditions, pour un professionnel d'expérience, le sergent Shawn Gibson, déjà engagé dans la précédente Guerre du Golfe, entraîné et habitué à la technologie de son engin de combat, l'erreur de tir, la confusion ou la méprise sur l'objectif est tout à fait improbable.

PLAN DE BATAILLE

Les officiers de tous les pays de l'OTAN, engagés avec leurs blindés dans une action de guerre, disposent d'un document de combat similaire, connu, dans l'armée américaine sous le nom de "Fragmentary Orders". Il stipule, entre autres, le plan de combat, les unités engagées, le soutien, les bases de départ et les objectifs. Il détaille autant que possible : les forces hostiles (ennemis), les forces amies (alliés), les forces neutres ou à épargner (civils, ONG, services médicaux, etc). En cas d'avance rapide sur le terrain, ces "Fragmentary Orders" sont modifiés ou réactualisés avec plus ou moins d'acuité. A noter qu'un officier spécialisé, le "Fire Support Officer" chargé de guider les tirs d'artillerie, est doté de cartes où sont signalés les "NFA", "Non Firing Area" ou "NFZ" "Non Firing Zone", sur lesquelles il est interdit d'ouvrir le feu.

DEMANDES D'ENQUÊTE

Peu après le drame, des organisations ont lancé des demandes d'enquêtes. Dans l'entourage des victimes, des familles ont déposé une plainte. Certains organismes ont, par ailleurs, effectué des démarches pour améliorer la protection des journalistes en terrain de conflit armé. En voici une liste non exhaustive :

- Le 8 avril 2003, l'Union européenne décide qu'elle va faire une démarche auprès des Etats-Unis en faveur de la protection des journalistes.

- Le 8 avril, le Comité de protection des journalistes (Committee to Protect Journalists, CPJ) écrit au secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld pour lui demander une "enquête exhaustive et immédiate" sur les attaques contre l'hôtel Palestine et les bureaux d'Al-Jazira.

- L'association des correspondants auprès de l'ONU à Genève (Acanu) demande l'ouverture d'une enquête indépendante, dans une lettre adressée le 9 avril, au secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan.

- Le 9 avril, Reporters sans frontières demande qu'une enquête "impartiale, objective et indépendante" soit menée par la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits sur le tir d'obus contre l'hôtel Palestine. Une première lettre avait été adressée à la Commission, le 1^{er} avril, lui demandant d'enquêter sur le bombardement de la télévision d'Etat irakienne par les forces de la coalition anglo-américaine. Prévue par le Protocole I des Conventions de Genève, la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits est notamment chargée d'enquêter sur toute allégation de violations graves du droit international humanitaire. Depuis sa création officielle en 1991, elle n'a jamais été saisie et n'a, de ce fait, jamais enquêté. Son président Sir Kenneth Keith, un magistrat de 65 ans de la cour d'appel de Nouvelle-Zélande, fait le constat amer que les gouvernements qui ont établi cette institution ne sont "pas très désireux" de la voir se mettre au travail. "En termes de résultats positifs, notre bilan est nul", reconnaît-il. Le travail de la Commission est à ce point confidentiel que même le facteur ne semble pas toujours en connaître l'existence. En effet, quinze lettres adressées début juillet aux membres de la Commission à Berne ont été retournées à Reporters sans frontières avec la mention "Destinataire inconnu". L'adresse était pourtant correcte, comme l'a confirmé le secrétariat de la Commission. Pour éviter que la mésaventure ne se reproduise, le secrétariat de la Commission a demandé de renvoyer les courriers en ajoutant le nom d'un autre destinataire sur l'enveloppe et a précisé qu'il préviendrait le facteur d'un prochain envoi... Tous les cinq ans, la Commission publie son rapport d'activités. L'édition de 2001 ne faisait pas plus de trois pages.

Reporters sans frontières s'est adressée au président Keith les 9 et 23 avril, puis de nouveau le 1^{er} juillet pour que celui-ci mette en œuvre son devoir d'initiative afin que la Commission puisse enquêter sur les violations des conventions de Genève commises à l'encontre des journalistes et des médias ayant couvert le conflit en Irak. Reporters sans frontières lui demandait de s'adresser publiquement aux Etats-Unis pour que ces derniers saisissent la Commission.

A ces nombreux courriers, Reporters sans frontières n'a reçu qu'une seule réponse du président Keith, le 22 avril, dans laquelle il justifiait son impuissance : "(...) en dépit des appels lancés par quelques organisations internationales aux Etats parties au conflit, ceux-ci n'ont pas manifesté d'intérêt à recourir aux services de la Commission".

En effet, pour être compétente, la Commission, dont le siège est situé à Berne (Suisse), doit être saisie par l'une des parties au conflit ou bien par l'un des Etats ayant reconnu sa compétence. Et pour effectivement enquêter, tous les belligérants doivent avoir accepté sa compétence. Parmi les pays qui étaient engagés dans le conflit en Irak, seuls l'Australie et le Royaume-Uni ont fait une déclaration d'acceptation de compétence de la Commission. Une enquête de celle-ci s'imposerait donc à ces deux Etats. Il resterait encore aux Etats-Unis et à l'Irak à accepter le principe d'une telle enquête par la biais d'un consentement ad hoc.

- Le 10 avril, le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Anatoly Zlenko, annonce avoir demandé aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne de mener une "enquête minutieuse" sur les circonstances de la mort de Taras Protsyuk.

- Le 10 avril, la Société interaméricaine de presse (SIP) demande l'ouverture immédiate d'une enquête sur la mort de Taras Protsyuk et de José Couso.

- Le 10 avril, l'opposition socialiste espagnole présente au Congrès des députés une motion exigeant du gouvernement espagnol de José Maria Aznar une enquête "exhaustive et crédible" sur les circonstances de la mort de Taras Protsyuk et de José Couso.

- Le 11 avril, le commandement central des forces américaines en Irak "a promis de mener une enquête" sur la mort de Taras Protsyuk et José Couso. L'ambassadeur américain en Ukraine, Carlos Pascual, déclare, le 11 avril, que cette enquête devrait faire la lumière sur cet "accident tragique."

- Le 11 avril, Javier et David Couso, les deux frères du cameraman espagnol José Couso, portent plainte contre le chef du gouvernement espagnol José Maria Aznar. Ils ont signé leur plainte devant le Tribunal suprême, à l'instar de celles déposées de manière collective par plusieurs centaines de citoyens, à l'initiative de l'Association libre des avocats (ALA). Tous deux ont demandé "justice pour l'assassinat" de leur frère.

- Le 27 mai, David Couso, frère de José Couso, porte plainte en Espagne pour "crime de guerre" et "assassinat" contre trois soldats américains, responsables de la mort du journaliste de la télévision privée espagnole *Telecinco*. Celle-ci a été jugée recevable le 21 octobre par le juge de l'Audience nationale, principale instance pénale espagnole. La veuve et l'une des sœurs de José Couso se sont jointes à la plainte par la suite. Le 13 novembre 2003, Reporters sans frontières s'est constituée en tant que partie dans cette procédure pénale engagée en Espagne.

- Le 25 avril, Richard Sambrook, le directeur de la BBC News déclare : "Je pense que la responsabilité incombe certainement au Pentagone et à la chaîne de commandement, qui savait où la presse internationale était basée."

- Le 8 octobre, à New York, le Comité de protection des journalistes (Committee to Protect Journalists, CPJ) dénonce dans un rapport le manque d'explications de Washington et demande à nouveau une enquête. L'incapacité "de l'armée américaine à donner un compte-rendu honnête et transparent sur ce qui s'est passé laisse les questions ouvertes. (...) Jusque-là "les autorités militaires américaines n'ont fourni que des explications sommaires ou, dans certains cas, aucune explication du tout, à ces morts".

RAPPORT FINAL DE L'ARMÉE AMÉRICAINE SUR L'HÔTEL PALESTINE

Le 12 août dernier, l'armée américaine publiait le rapport final de son enquête. Texte intégral du communiqué du quartier général du commandement central des Etats-Unis publié le 12 août 2003 :

Macdill AFB, Tampa : L'enquête sur l'incident intervenu à l'hôtel Palestine, à Bagdad, en Irak, le 8 avril 2003, est terminée. L'investigation a été dirigée par le commandant tactique des forces terrestres du commandement centralisé des Etats-Unis. Elle conclut qu'un char de la compagnie A, unité 4-64 Armor, a ouvert le feu de manière régulière, pondérée et justifiée sur un groupe soupçonné d'être des chasseurs-tueurs ennemis. Cette décision était entièrement conforme aux règles de combat.

Le contexte et les détails des événements sont précisés ci-dessous : Au 7 avril, les forces de la coalition avaient commencé à encercler Bagdad et effectuaient leurs premières poussées vers l'intérieur de la ville. Le 8 avril, les forces de la coalition ont commencé à pénétrer dans Bagdad. Elles ont rencontré une forte résistance ennemie. L'ennemi opérait dans toutes les zones civiles de la ville, tirant au moyen d'un arsenal varié sur les forces la coalition, depuis les toits ou les fenêtres des bâtiments environnants. L'ennemi se battait sans considération pour les civils ou les structures civiles. Les forces de la coalition ont continué à se battre et sont arrivées près du Tigre, juste en face de l'hôtel Palestine, zone de contact important avec l'ennemi. Le 8 avril, l'unité 4-64 Armor, compagnie A, a livré des combats intenses. Sa première mission a été de prendre possession d'un carrefour

et d'empêcher toute utilisation ennemie du pont Jamurohora par l'ennemi. Lors de sa première tentative de saisie du carrefour, la compagnie A a essuyé plusieurs explosions directes et indirectes provenant de grenades tirées par lanceurs (rocket-propelled grenades, RPG), de mortiers et de petites armes. L'ennemi était posté sur des positions de défense (bunkers) préparées à l'avance et dans des bâtiments avoisinants, ainsi que sur les toits. A l'arrivée au carrefour, deux soldats ont été blessés ("wounded in action", WIA). Le carrefour était défendu par un bataillon de gardes républicains irakiens presque complet. Les tirs étaient tellement intenses que la compagnie A a dû se retirer et requérir un appui aérien rapproché ("close air support", CAS) et plus d'armes. Un avion A-10 a lancé des bombes de précision appelées "joint direct attack munition" (JDAM) sur l'ennemi. La compagnie A a réattaqué. L'ennemi a résisté ; la plupart des tirs ennemis provenaient de la rive opposée du Tigre.

Des rapports de terrain arrivaient en permanence à la compagnie A, évoquant un nombre croissant de mouvements et d'activités ennemis sur la rive opposée du Tigre. D'autres rapports signalaient la découverte de puissants missiles antichar. La compagnie A se battait alors sans répit depuis plusieurs heures. Le Q.G. de la taskforce du commandant de la compagnie lui a indiqué qu'une radio ennemie avait été saisie et que les transmissions ennemies étaient sous écoute. Ces transmissions indiquaient que la compagnie A était observée par un indicateur ennemi posté le long du fleuve Tigre et dirigeant les forces ennemies et leurs tirs en direction de la compagnie. Alors que la compagnie A subissait encore de lourds tirs de mortier, de RPG et de missiles, le commandant a ordonné aux soldats de pénétrer dans les bâtiments avoisinants pour y trouver l'observateur ennemi. Les soldats de la compagnie A ont vu un groupe de personnes qu'ils ont pensé être des chasseurs-tueurs d'ennemis sur le balcon d'un étage élevé d'un vaste bâtiment de couleur ocre. Ils ont également aperçu des éclairs de lumière coordonnés avec les tirs ennemis et provenant de la même direction générale que le bâtiment.

Un obus de char de 120 mm a été tiré sur ce qui était suspecté être une position d'observateur ennemi. Immédiatement après, les transmissions contrôlées ont indiqué que l'observateur ennemi avait été touché et les tirs ennemis qui semblaient être des tirs en direction de la compagnie A ont cessé. Après cet événement, la compagnie A a réalisé que le bâtiment qu'elle avait visé était l'hôtel Palestine. Elle s'est alors rendu compte que des journalistes présents à l'hôtel avaient été tués ou blessés par ces tirs. Des rapports d'indicateurs ont du reste précisé que l'ennemi avait utilisé certaines parties de l'hôtel comme base pour ses opérations et que l'ennemi était très actif dans ce quartier, dans l'hôtel et autour de l'hôtel.

Conclusions : La compagnie A a subi de violentes attaques de l'ennemi. La compagnie avait reçu des informations formelles sur le fait qu'elle se trouvait sous observation directe d'une équipe de chasseurs-tueurs ennemie. Les activités observées sur le balcon de l'hôtel Palestine correspondaient à celles de combattants ennemis. La compagnie a tiré une seule fois pour se défendre, conformément aux règles de combat. L'ennemi a choisi à plusieurs reprises de mener ses activités de combat depuis les zones civiles de Bagdad.

Ainsi, l'ennemi a utilisé l'hôtel Palestine et les quartiers l'entourant comme plate-forme pour ses opérations militaires. Bagdad représentait alors une zone de combats intenses et certains journalistes avaient choisi d'y rester, malgré les avertissements répétés quant aux dangereux risques encourus. La mort des journalistes à l'hôtel Palestine est tragique et les Etats-Unis souhaitent faire part de toutes leurs condoléances aux familles des personnes tuées.

TEXTE DE LA CONVENTION DE GENÈVE

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) (8 juin 1977).

Extraits :

CHAPITRE III - JOURNALISTES

Article 79 - Mesures de protection des journalistes

1. Les journalistes qui accomplissent des missions professionnelles périlleuses dans des zones de conflit armé seront considérés comme des personnes civiles au sens de l'article 50, paragraphe 1.

2. Ils seront protégés en tant que tels conformément aux Conventions et au présent Protocole, à la condition de n'entreprendre aucune action qui porte atteinte à leur statut de personnes civiles et sans préjudice du droit des correspondants de guerre accrédités auprès des forces armées de bénéficier du statut prévu par l'article 4 A.4, de la III^e Convention.

3. Ils pourront obtenir une carte d'identité conforme au modèle joint à l'Annexe II au présent Protocole. Cette carte, qui sera délivrée par le gouvernement de l'Etat dont ils sont les ressortissants, ou sur le territoire duquel ils résident ou dans lequel se trouve l'agence ou l'organe de presse qui les emploie, attestera de la qualité de journaliste de son détenteur.

REMERCIEMENTS

Nos remerciements à tous ceux qui ont participé à cette enquête et qui ont accepté de répondre longuement à nos questions. Notamment :

Militaires : Shawn Gibson et Philip Wolford en Irak.

Civils : Chris Anderson à Paris, John Moore, Jérôme Delay en Irak et à Paris, Samia Nakhoul, Caroline Sinz en Irak et à Paris, Christian de Carné à Paris, Frédéric Lafargue, Patricia Allémonière, Adrien Jaulmes, Jean-Paul Martin, Hervé de Ploeg en Irak et à Paris, Chris Tomlinson à Washington, Richard Grayson à New York, Pascale Bourgaux en Irak et à Bruxelles, Tom Davis à Washington.

Nous nous étonnons du manque de coopération et du silence opposé par Fox News à nos demandes d'informations portant sur la mort de deux journalistes.

Nous tenons à exprimer nos remerciements à la DICOD, à l'équipage du char et aux autorités du Camp de Mourmelon pour leur aide précieuse.

Nous remercions pour leur collaboration les agences AFP, AP et Reuters, ainsi que les chaînes de télévision France 3, TF1 et RTBF.

9 AUTRES JOURNALISTES TUÉS

D'autres cas de journalistes tués par les forces américaines pendant ou après la guerre en Irak n'ont pas fait l'objet d'enquêtes dignes de ce nom :

Le 22 mars, Terry Lloyd, vétéran du reportage de guerre et correspondant de la chaîne britannique *ITV* (*ITV News*), a été tué alors que son convoi entré en Irak par la frontière koweïtienne était pris dans des combats entre forces irakiennes et Marines américains, dans le sud du pays. Ce sont très vraisemblablement des tirs américains qui ont causé la mort du journaliste. Le Pentagone n'a jamais communiqué les résultats d'une enquête sur cet incident ni coopéré pleinement aux recherches de l'armée britannique pour retrouver la trace du cameraman français Frédéric Nérac et de l'interprète libanais Hussein Osman, qui ont disparu depuis ce jour.

Le 8 avril, l'armée américaine bombardait les bureaux des chaînes arabes *Al-Jazira* et *Abu Dhabi TV* à Bagdad. Tarek Ayoub, l'envoyé spécial d'*Al-Jazira* en Irak était tué mais sa mort n'a semble-t-il fait l'objet d'aucune investigation.

Enfin le 17 août, le cameraman de l'agence *Reuters*, Mazen Dana, 41 ans, était tué par un soldat américain alors qu'il filmait, après avoir demandé l'autorisation de le faire, une prison gardée par les Américains dans la banlieue de Bagdad. Un mois plus tard, le Pentagone rendait ses conclusions sur ce qu'il qualifiait de "regrettable incident" : les soldats ont opéré "dans le respect des règles de tirs".

ENQUÊTE SUR LA MORT DE PATRICK BOURRAT

Patrick Bourrat, envoyé spécial de *TF1*, est mort le dimanche 22 décembre 2002 au cours de manœuvres américaines au Koweït. Il est le premier journaliste victime de la guerre annoncée contre l'Irak. La veille, Patrick Bourrat, journaliste habitué à couvrir des conflits, avait été "heurté par un char Abrams alors qu'il tentait d'écarter son cameraman du mastodonte d'acier en mouvement", a précisé l'ambassadeur de France au Koweït.

Un porte-parole militaire américain, le commandant Denton Knapp, a déclaré : "**Tout a été fait pour assurer la sécurité du journaliste**" mais ce dernier "**a commis une faute et elle a été tragique**". Conclusion évidente : Patrick Bourrat est mort de son erreur.

La réalité semble plus complexe. Nous n'avons pas pu avoir accès au dossier médical complet du journaliste mais à travers les éléments recueillis et les témoignages, l'enquête que nous avons menée relève des anomalies dans les soins qui ont été donnés au journaliste français. Dysfonctionnements si troublants qu'ils posent la question d'une grave erreur médicale. Patrick Bourrat n'est peut-être pas mort d'un simple accident de char.

Cette enquête lui est dédiée.

LES FAITS

L'équipe de *TF1*, composée de Patrick Bourrat (journaliste), Bernard Guerni (cameraman) et Elie Bonnet (sondier et monteur), a rendez-vous le jeudi 19 décembre sur la base de Doha au Koweït avec d'autres journalistes pour couvrir les premières grandes manœuvres de l'armée américaine.

(NB : Arrivés de Paris, les journalistes sont passablement fatigués par le voyage et deux courtes nuits. Rien d'inhabituel. Patrick, la cinquantaine sportive, mince et musclé, ne fume pas et ne boit pas. Habitué des grandes épreuves et des marathons, il a notamment participé au Raid Gauloises.)

Sur place, les journalistes écoutent un briefing sur l'opération et les règles de sécurité à observer ; ils reçoivent des

autocollants destinés à rendre visibles leurs véhicules. Puis ils sont répartis entre diverses unités de chars.

Le lendemain vendredi 20 décembre, ils filment le déplacement des unités.

Le samedi 21 décembre, rendez-vous à 7h00 pour se rendre sur un champ de manœuvres à tir réel, dans le désert koweïtien, à 8 km de la frontière irakienne. Ils effectuent le déplacement en Humvee, véhicule de transport américain. Sur place, il s'agit de filmer un exercice de déminage d'une frontière fictive.

L'exercice consiste à ouvrir une percée (matérialisée par des plots en plastique) dans une ligne de défense, renforcée et minée. Avant l'arrivée des journalistes, les soldats ont fait sauter un boudin explosif censé détruire les obstacles. Vers 9h00, l'équipe filme le champ de mines puis change de position quand le char Abrams s'approche. Patrick et Elie se tiennent à l'écart, près d'un Humvee, protégé par un rideau de barbelés. Bernard, le cameraman, s'est avancé sur le côté, tout en restant à l'extérieur des plots de sécurité, pour filmer le passage du char Abrams.

Soudain, Patrick Bourrat, convaincu que son cameraman est trop près de la course du char, s'élanche vers lui en contournant les barbelés. Puis il disparaît.

(NB : A Moscou, quelques années plus tôt, le journaliste a vu mourir sous ses yeux un autre cameraman et ami, Yvan Skopan, abattu de plusieurs balles de kalachnikov. Lui-même sera blessé au bras. Depuis, cette expérience le hante et il est obsédé par la sécurité de l'équipe qui travaille avec lui.)

Le char Abrams, lancé à pleine vitesse dans le désert, soulève une énorme gerbe de sable. On entend le char freiner brutalement. Quand la poussière retombe, ses coéquipiers voient **Patrick Bourrat projeté à deux ou trois mètres en arrière, accroché à des barbelés.** Patrick appelle son cameraman, il crie : "J'étouffe Bernard, j'étouffe !" Il suffoque, arrache le col de sa chemise. Se plaint aussi : "J'ai mal au dos !"

- **Il est 9h30** (cette heure, par référence, sera définie comme "**T zéro**"). Les secours sont immédiats. Des soldats découpent les barbelés. Des médecins arrivent équipés de perfusions et d'un masque à oxygène. Dix minutes plus tard, un hélicoptère arrive sur les lieux. Le journaliste est évacué vers l'hôpital des Forces armées koweïtiennes à Koweït City, dont le 2^e étage est réservé aux Forces US (la guerre n'a pas encore commencé et le service est pratiquement vide). Pendant le transfert, Patrick Bourrat ne parle pas mais il est conscient et serre la main d'Elie, le monteur. Sur place, une ambulance attend au pied de l'hélicoptère, pour le conduire aux urgences.

- **10h00, T+0.30 - Arrivée aux urgences.** Patrick est entouré par huit à neuf personnes du corps médical dont le Dr Catras. Il dit : "J'ai mal aux côtes et au dos." On lui injecte de la morphine.

- **10h30, T+1 - La radio met en évidence quatre côtes cassées et un pneumothorax.** On lui donne les soins nécessaires. De retour dans sa chambre, son pouls est régulier. Le Dr Catras affirme : "Il a eu beaucoup de chance.

Un miraculé." Le journaliste somnole, se réveille, dit qu'il souffre beaucoup et se plaint d'avoir "très soif". (NB : Signe fortement indicateur d'une hémorragie interne.)

A ce stade, l'équipe médicale n'a pas fait d'échographie abdominale ou d'IRM (disponible à l'hôpital). Cette économie de geste médical ne s'explique pas alors qu'il s'agit d'examiner un homme projeté à plusieurs mètres par un tank de 70 tonnes lancé à pleine vitesse (50-60 km/h). Pourtant, le médecin traitant paraît serein et reçoit les félicitations de l'ambassadeur de France venu rendre visite au journaliste. Lors de cette visite, le journaliste lui a paru "extrêmement fatigué mais parfaitement conscient puisqu'il a esquissé un sourire et m'a pris la main pour me remercier."

Tout l'après-midi, Patrick Bourrat signale qu'il souffre toujours beaucoup.

- **17h00, T+7.30 - Une infirmière** découvre du sang et des caillots dans son urine. Elle donne l'alerte. Le médecin revient, soudain tendu. Il demande une IRM. Patrick ne parle plus, il tremble beaucoup et dit seulement qu'il a "froid".

- **18h30, T+9 - En voyant le résultat de l'IRM, le visage du médecin se décompose. Patrick a la rate éclatée. Et on parle d'un rein fissuré.** Le médecin explique à Patrick qu'on peut vivre malgré l'ablation de la rate. Le journaliste demande à être transféré à l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris. Mais il n'est pas transportable et le temps presse. Patrick est de plus en plus fatigué mais il est toujours conscient.



- **19h00, T+ 9.30 - Le journaliste est conduit au bloc chirurgical.**

- **20h00, T+10.30 - Un chirurgien, le Dr Kevin Pehn, commence l'opération.** Selon lui, le travail devrait prendre une heure à une heure et quart : "On peut vivre sans rate. Demain, cela ira." L'équipe de TFI quitte l'hôpital, confiante, et regagne l'hôtel. Bernard et Elie seront réveillés à l'aube,

par un appel de Paris leur apprenant le décès de Patrick.
Entre-temps :

- **22h00, T+12.30** - L'opération s'est bien passée. Le journaliste est conduit en salle de réveil.

- **Minuit, T+14.30** - Alerte monitoring. Les instruments de surveillance indiquent un arrêt cardiaque. L'équipe médicale procède à un massage cardiaque et utilise un défibrillateur pour tenter de réanimer le journaliste. En vain.

- **2h30 du matin, T+17.00, dimanche 22 décembre - Patrick Bourrat est déclaré mort.**

Dans une note, l'ambassade de France au Koweït rapporte les **conclusions données par l'équipe médicale**. Patrick Bourrat est mort des suites d'une hémorragie interne, doublée d'un blocage rénal : "Il avait subi, en début de soirée, une intervention au cours de laquelle on lui avait pratiqué l'ablation de la rate, éclatée sous le choc du char qui l'avait heurté. Malgré un important hématome formé autour d'un rein, ses fonctions rénales étaient restées normales jusqu'au moment où, une heure et demie après l'intervention chirurgicale, une décompensation aiguë s'est produite, entraînant une brutale chute de tension que, ni les transfusions de sang massives, ni des massages cardiaques intenses (défibrillateur) n'avaient réussi à corriger."

ANALYSE

1/ Les premiers secours apportés au journaliste et son évacuation ont été exécutés dans les plus brefs délais.

2/ Mais à l'hôpital, les examens - simples - qui ont permis de détecter la gravité des blessures du journaliste n'ont été réalisés que très tardivement (neuf heures) alors que le journaliste a été admis suite à un accident grave.

Patrick Bourrat n'a été opéré que plus de dix heures après avoir été blessé. Pendant toute la journée, il a saigné - hémorragie interne - en raison de l'éclatement de sa rate. Dans le même temps, un énorme hématome a gêné le fonctionnement d'au moins un de ses reins. **Apparemment, on n'a pas tenu compte de la violence du choc reçu, de l'étendue possible d'autres lésions** au-delà des blessures de la cage thoracique, ni même du fait qu'il avait, plusieurs heures après, très soif, signe indicatif d'une hémorragie interne. Quand il entre enfin en salle d'opération, il est épuisé et a perdu énormément de sang. Après l'opération, l'arrêt cardiaque surprend l'équipe médicale. Et tous les gestes de réanimation s'avèrent vains.

Le diagnostic de sa mort est une hémorragie interne et une décompensation rénale, deux éléments qui auraient pu être détectés et traités, dès le matin.

3/ Tous les éléments recueillis ont été soumis à une autorité médicale indiscutable, professeur de chirurgie gastro-entérologie. Le spécialiste - qui a tenu à préciser que seul l'examen du dossier médical complet pourrait lui

permettre d'être affirmatif - a toutefois donné l'avis suivant : **"Il doit y avoir faute quelque part car il y a discordance entre l'importance de l'accident initial et la non-prise en compte de la gravité des lésions internes qui ont été diagnostiquées et donc traitées trop tardivement"**.

CONCLUSION

1/ On ne peut pas affirmer que la mort du journaliste Patrick Bourrat est due simplement à son accident avec un blindé Abrams.

2/ On ne peut pas refermer le dossier en se contentant d'affirmer rapidement : "Le journaliste a commis une faute et elle a été tragique."

3/ Il existe une forte présomption de grave erreur médicale.

RECOMMANDATION

Nous demandons une enquête médicale complète sur la mort du journaliste de *TF1*, le 22 décembre 2002, au Koweït. Dans le cas où la responsabilité de l'équipe médicale serait engagée, l'armée américaine devra le reconnaître.

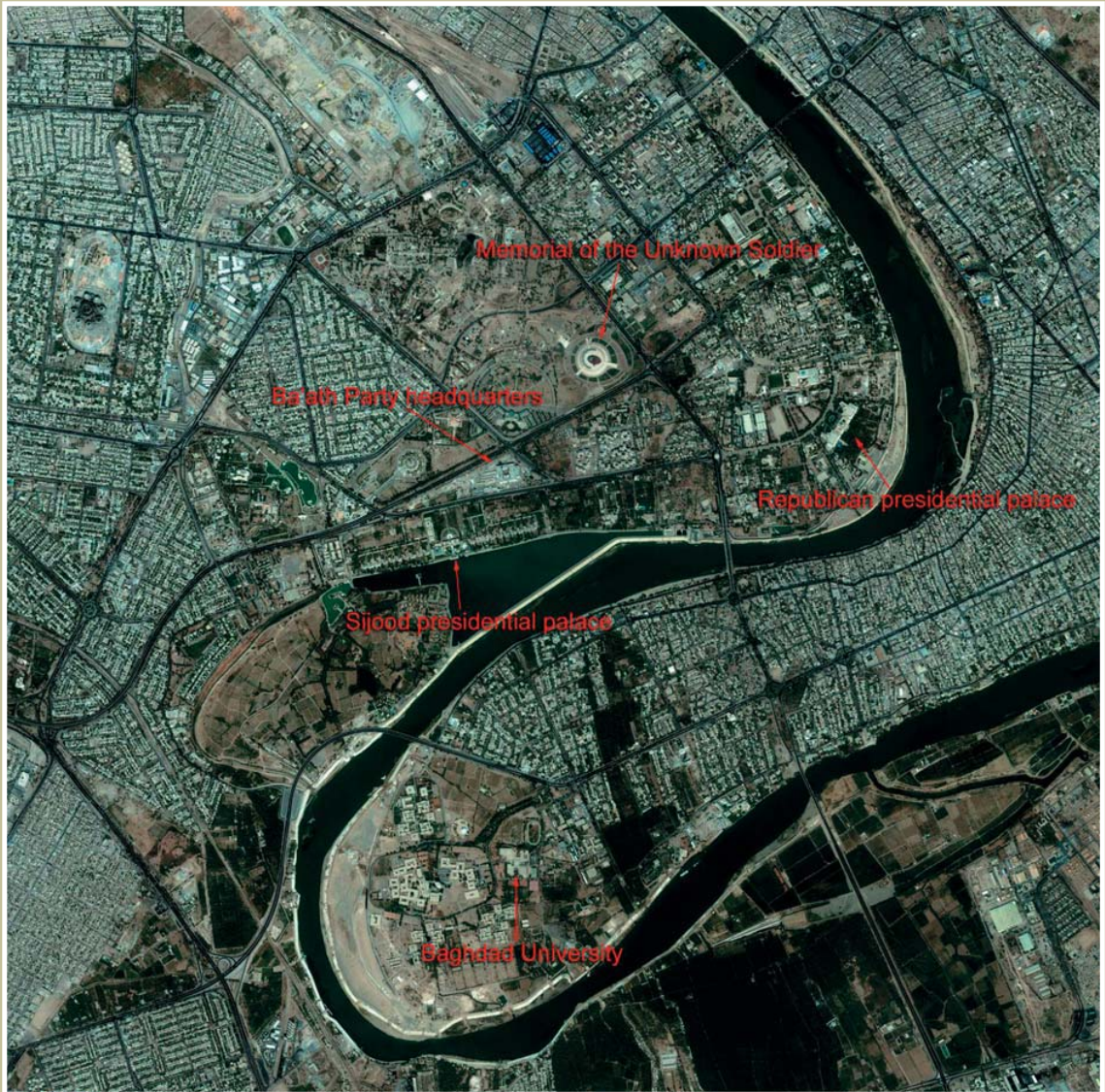
(En décembre dernier, le président de la République française, Jacques Chirac, a demandé à l'ambassadeur de France au Koweït "de rassembler tous les éléments d'information sur les circonstances de l'accident".

Le parquet de Paris a demandé à la Brigade des affaires criminelles d'ouvrir une information sur "la mort et les conditions de la mort" de Patrick Bourrat.)

BIOGRAPHIE PATRICK BOURRAT

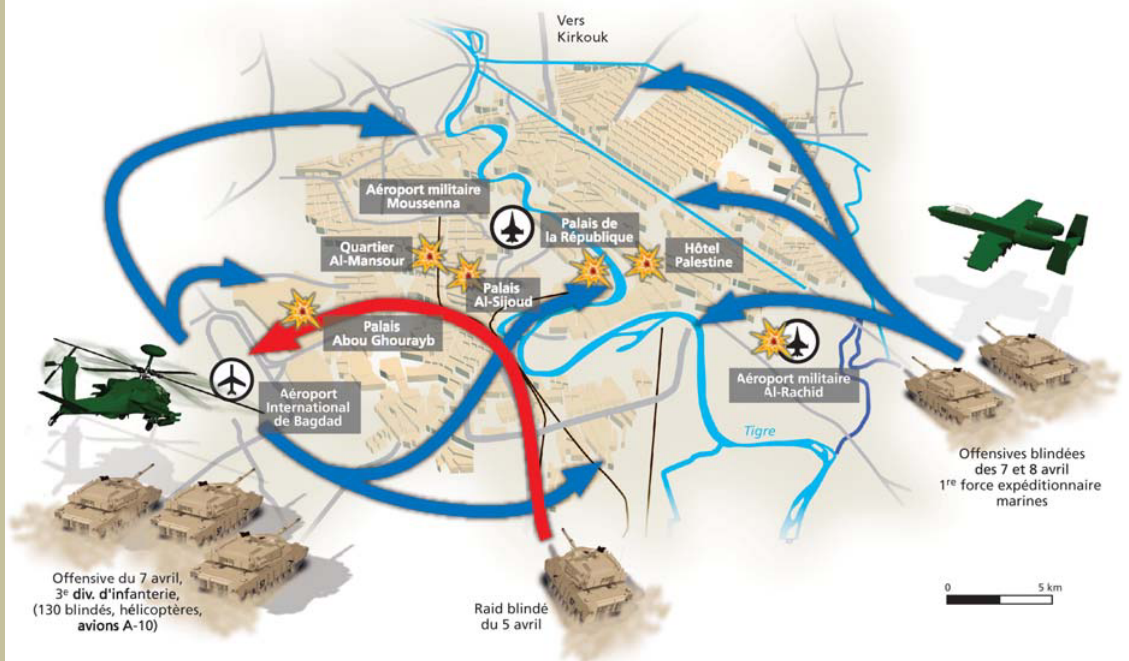


Patrick Bourrat était entré comme pigiste en 1979 à *TF1* où il a fait toute sa carrière. Né le 20 septembre 1952 à Tunis, il avait fait des études de droit à Bordeaux et était diplômé de Sciences po. Journaliste au service étranger de *TF1* depuis 1980, il avait ouvert en 1982 le bureau de Jérusalem au moment de la guerre du Liban. En 1987, il a présenté le journal de 23 heures avant de repartir sur le terrain. Nommé grand reporter en 1988, il a participé l'année suivante à la couverture de la chute historique du mur de Berlin, avant de partir en Tchécoslovaquie pour couvrir la "révolution de velours". Il se retrouve en décembre de la même année en Roumanie au moment de la chute de Nicolae Ceausescu. Il est nommé correspondant permanent à Moscou en 1992. En août 1995, il est le collaborateur de Guillaume Durand sur "LMI" (le magazine info). De janvier à février 1998, il a animé l'émission "Les Français sont comme ça." Depuis novembre 2002, il faisait partie du département Evénement.



Vue satellite de Bagdad le 7 octobre 2002.

Les offensives contre la capitale





www.rsf.org

Rapporteur : Jean-Paul Mari

Avec la précieuse collaboration de Séverine Cazes-Tschann,
assistée par Marie Devers (documentation et recherches)
et Mehdi Benyazzar (infographie).

Mise en page Nuit de Chine

